

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

STABILITÉ POLITIQUE, CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET
INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS APRÈS UNE SÉCESSION:
LE CAS SLOVAQUE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉCONOMIQUE

PAR
MARC SIMARD

JUIN 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce mémoire est un travail mené individuellement, mais qui a su bénéficié de contributions importantes tout au long de son avancement. Je tiens à adresser mes remerciements aux personnes qui ont apporté leur précieuse aide à l'élaboration de celui-ci. Tout d'abord, il y a mon Directeur de mémoire, Monsieur Nicolas Marceau, qui s'est montré patient et présent tout au long de la réalisation de ce mémoire. Mes remerciements s'adressent également à Monsieur Alain Guay, mon co-directeur, pour sa disponibilité et son expertise indéniable en économétrie ainsi que sa vaste expérience dans la recherche empirique.

Un remerciement spécial à Madame Martine Boisselle qui est toujours à l'affût et fait preuve d'une grande écoute lors des moments plus difficiles.

J'exprime ma gratitude aux consultants qui ont accepté de répondre à mes questions, notamment Messieurs Alain Therrien et Frédéric Pollack ainsi qu'à Monsieur Gilles Dostaler qui, par ses conseils lumineux, a su mettre sa touche personnelle.

Enfin, j'adresse mes plus sincères remerciements à ma famille et amis, qui m'ont toujours soutenu et encouragé au cours de la réalisation de ce mémoire.

Merci.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
RESUME.....	viii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I :	
HISTORIQUE ET CHRONOLOGIE DES ÉVÈNEMENTS.....	4
1.1 L'arrivée du peuple slave en Slovaquie.....	5
1.2 Les Slovaques sous le règne hongrois.....	6
1.3 Reconnaissance de la nation slovaque.....	7
1.4 Création d'un état tchéco-slovaque.....	8
1.5 Apparition du nazisme.....	9
1.6 Libération et communisme.....	10
1.7 Le printemps de Prague.....	11
1.8 La révolution et le divorce de « velours ».....	12
CHAPITRE II :	
PROBLÉMATIQUE ET REVUE DE LITTÉRATURE.....	15
2.1 Brève introduction méthodologique.....	15
2.2 Sur la sécession.....	16
2.3 Historique et incertitudes pré et post-sécession.....	18
2.4 Sur la croissance des PECO et comment y accéder.....	20
2.5 Analyse des principaux indicateurs économiques.....	23
2.6 Sur l'investissement et ses déterminants.....	23
CHAPITRE III :	
ETUDES DESCRIPTIVES DES PRINCIPAUX INDICATEURS.....	27
3.1 PIB réel per capita.....	27

3.2 Le marché du travail.....	31
3.3 La productivité.....	36
3.4 Taille et dette d'état.....	37
3.5 Investissements.....	39
CHAPITRE IV :	
MODÈLE D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS AVEC EFFET D'INDÉPENDANCE.....	43
4.1 Les données et le modèle de base retenu.....	43
4.2 Les limites du modèle : l'absence de données pré-sécessionnistes et description du modèle utilisé.....	46
4.3 Le modèle empirique avec données post-sécessionnistes.....	47
4.3.1 Variables et paramètres à définir et estimation du modèle.....	48
4.3.2 Les séries construites et leur intervalle de confiance.....	51
4.3.3 Résultats et comparaisons des séries prédites et leur intervalle de confiance avec les séries réalisées.....	53
CONCLUSION.....	59
BIBLIOGRAPHIE.....	62
ANNEXE 1	
BASE DE DONNÉES DES VARIABLES PAR PAYS.....	63
ANNEXE 2	
BASE DE DONNÉES DU MODÈLE D'ESTIMATION ISSUE DE LA BANQUE MONDIALE ET D'EUROSTAT.....	66
ANNEXE 3	
RÉSULTATS DU MODÈLE D'ESTIMATION PRINCIPAL AVEC LES BÊTAS OBTENUS ET LES VARIABLES EXPLICATIVES DES PAYS INDÉPENDANTS.....	68

LISTE DES FIGURES

3.1	PIB par habitant PPA-dollar constant international de 2005- République tchèque, Slovaquie, Pologne, Hongrie, Roumanie (1990-2008).....	28
3.2	Taux de croissance du PIB en pourcentage de 1993-2008.....	30
3.3	Taux de chômage du PIB en pourcentage de 1993-2008	32
3.4	Taux de participation des 15 ans et + au marché du travail (ACT/POP), Slovaquie et République tchèque 1990-2008.....	34
3.5	Taux d'emploi en Slovaquie et République tchèque, 1997-2008.....	35
3.6	Productivité de la Slovaquie, République tchèque, 1994-2005, (PIB/heures travaillées).....	36
3.7	Dépenses gouvernementales de la Slovaquie et de la République tchèque, 1997-2008 (en pourcentage du PIB).....	38
3.8	Taux de croissance du stock des IDE en pourcentage (1994-2008) (Slovaquie, République tchèque, Pologne, Hongrie).....	40
4.1	Investissements directs étrangers réalisés de la Slovaquie et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et de la Roumanie.....	49
4.2	Investissements directs étrangers réalisés de la République tchèque et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la Slovaquie, la Hongrie, la Pologne et de la Roumanie.....	50
4.3	Investissements directs étrangers observés de la Slovaquie et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la République tchèque et son intervalle de confiance.....	54

4.4	Investissements directs étrangers observés de la Slovaquie et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la Hongrie et son intervalle de confiance.....	54
4.5	Investissements directs étrangers observés de la Slovaquie et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la Pologne et son intervalle de confiance.....	55
4.6	Investissements directs étrangers observés de la Slovaquie et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la Roumanie et son intervalle de confiance.....	55
4.7	Investissements directs étrangers observés de la République tchèque et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la Slovaquie et son intervalle de confiance.....	56
4.8	Investissements directs étrangers observés de la République tchèque et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la Hongrie et son intervalle de confiance.....	56
4.9	Investissements directs étrangers observés de la République tchèque et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la Pologne et son intervalle de confiance.....	57
4.10	Investissements directs étrangers observés de la République tchèque et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la Roumanie et son intervalle de confiance.....	57

LISTE DES TABLEAUX

- 3.1 Comparaison des PIB par habitant en 1995 et 2008 (UE15=100).....29
- 3.2 Taux moyen de croissance du PIB per capita entre les périodes 1991-1999 et 2000-2008 de la Slovaquie et de la République tchèque.....31
- 3.3 Comparaison des stocks d'IDE et flux entrant dans les PECO en millions \$US en 2008.....39
- 3.4 Taux moyen de croissance du stock d'IDE entre les périodes 1994-2000 et 2001-2008 (Slovaquie, République tchèque, Pologne et Hongrie).....41

RÉSUMÉ

En analysant 75 observations échelonnées sur la période de 1993-2007 dans les principaux Pays de l'Europe Centrale de l'Ouest, nous nous appliquons à tenter de mesurer l'effet de l'indépendance acquise par la République tchèque et la Slovaquie sur les investissements directs étrangers en prenant en compte les principaux déterminants des IDE comme variables explicatives. Notre modèle empirique prend en compte l'existence des données exclusivement post-sécessionnistes. Ce dernier se définit en deux temps. La validité des résultats produits par les estimations de notre modèle principal dépendent en premier lieu du choix judicieux d'un modèle par estimation avec variables instrumentales. Ces estimations nous informent que la Slovaquie et la République tchèque ont maintenu une croissance et une stabilité dans les IDE au même titre que ces voisins, et ce, malgré une sécession.

Mots-clés : Indépendance, investissements directs étrangers, stabilité, croissance économique, variables instrumentales.

INTRODUCTION

En 1950, notre planète comptait cent cinquante-cinq états. En 2009, notre planète avait dépassé les deux cent¹. Malgré les unions économiques, il semble que certains gouvernements veulent prendre leur autonomie en charge. Le 31 décembre 1992, la Tchécoslovaquie est dissoute et deux nouveaux états voient le jour : la République tchèque et la Slovaquie. À l'époque, la plupart des observateurs économiques prédisent que la Slovaquie, qui souffre d'un retard sur la République tchèque en termes de développement économique, connaîtra de sombres jours. Certains vont même jusqu'à dire que cette dernière pourrait voir sa situation économique se détériorer à la suite de l'accession à l'indépendance. Tout au contraire, on s'attend à ce que la République tchèque, enfin libérée d'un voisin qui bat de l'aile, connaisse un développement économique soutenu.

Hors, la situation à laquelle nous avons assisté depuis 1993 fut dramatiquement différente. Lorsque nous étudions les indicateurs macroéconomiques des deux pays et de leurs voisins, nous constatons que la situation s'est constamment améliorée en Slovaquie. Cette dernière a connu, presque à chaque année, un rattrapage plus soutenu que la majorité des pays de l'Europe centrale et orientale² (tous en transition vers l'économie de marché) par rapport aux pays européens avancés que ce soit au plan de la croissance du PIB réel, de l'investissement ou de l'augmentation de la consommation privée. Qu'est-t-il donc arrivé ? Pourquoi la Slovaquie ne s'est-elle pas plutôt effondrée économiquement après la scission ?

¹ Selon le rapport de l'ONU de 2007.

² Les PECO sont un groupe incluant, depuis les années 1990, les anciens pays communistes du Centre et de l'Est de l'Europe.

Il est aujourd'hui trop tôt pour déterminer si cette tendance se maintiendra à long terme, mais quinze années d'indicateurs économiques nous sont disponibles et nous révèlent une croissance soutenue de telle sorte que la Slovaquie a satisfait, contre toutes attentes, aux critères de convergence de Maastricht³ lui permettant de se joindre, en janvier 2009, à la zone Euro⁴ avant son ancien partenaire politique la République tchèque qui est encore exclu. Cependant, nous sommes en droit de nous questionner sur les raisons qui sont à la source de cette croissance économique soutenue à court terme en Slovaquie. En effet, si certaines théories soutiennent qu'une région souffrant d'un retard de développement peut bénéficier d'une croissance soutenue à long terme à la suite d'une sécession, la plupart des analystes pensent que les coûts de transition dus à l'accession à la souveraineté peuvent nuire à l'économie du pays à court terme. Au début de la transition vers l'économie de marché, les PECO sont partis d'une situation relativement homogène. Depuis, les trajectoires que nous étudions montrent des tendances clairement différentes. La Slovaquie a joui d'une trajectoire manifestement plus intéressante que la majorité de ses voisins malgré son nouveau statut de pays indépendant.

L'objectif de ce mémoire est de comprendre comment l'accession de la Slovaquie à son indépendance politique a pu servir de moteur à la croissance économique. Nous tenterons donc de démontrer que l'apport des investissements étrangers entrant en Slovaquie a été capital au même titre que pour n'importe quel autre pays de l'Europe centrale et orientale et n'a

³ Critères établis en 1992, servant de conditions pour entrer dans l'Union économique européenne et monétaire (la zone Euro). Ils impliquent la maîtrise de l'inflation, de la dette publique et du déficit public, la stabilité du taux de change et la convergence des taux d'intérêt.

⁴ La zone Euro en date d'aujourd'hui est composée de : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays Bas, Portugal, Grèce, Slovénie, Chypre, Malte, Slovaquie.

manifestement pas été freiné par l'incertitude politique provoquée par une sécession comme en fait foi nos résultats. Deux avenues seront examinées. Dans un premier temps, nous jetterons un coup d'œil sur les données macroéconomiques disponibles qui nous confirmeront la croissance rapide de la Slovaquie en les comparant avec celles des PECO. Dans un deuxième temps, nous tenterons d'estimer l'effet de la sécession sur les investissements étrangers entrant dans certains pays des PECO en étudiant les déterminants de ses investissements.

Une première piste de l'avènement des investissements en Slovaquie est la stabilité politique. Nous pensons que mettre un terme à l'incertitude politique a pu stimuler substantiellement l'investissement local et étranger. Une deuxième piste possible serait la présence d'une politique économique plus axée sur les spécificités locales (institutionnalisme) de l'économie slovaque plutôt que sur une politique économique teintée de compromis envers les Tchèques.

Nous subdivisons donc ce travail de recherche en six étapes. Puisque l'évolution des événements politiques et économiques en Tchécoslovaquie est généralement méconnue, nous en présenterons les principaux éléments au CHAPITRE 1, afin de bien situer ce qui a mené au divorce de «velours». Au CHAPITRE 2, nous signalerons la littérature pertinente à notre analyse politique et économique. Au CHAPITRE 3, nous procéderons à l'analyse des principaux indicateurs économiques en comparant ceux de la Slovaquie avec ceux des PECO. Au CHAPITRE 4, nous évaluerons l'effet de la sécession sur les investissements. En conclusion nous fournirons les déductions découlant de nos observations.

CHAPITRE I

HISTORIQUE ET CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS

Lorsqu'il est question de parler d'indépendance pour un état en devenir, de nombreux débats sur l'avenir politique des membres qui sont touchés font surface. Les perspectives économiques et surtout leurs implications sur la vie des générations futures sont abondamment discutées. À cet effet, les informations qui circulent dépendent souvent de l'allégeance de la source. Dans ce contexte, le citoyen peut difficilement faire la part du vrai et du faux étant donné qu'il n'a pas l'information réelle pour évaluer le bien-fondé des arguments prédisant l'avenir. Dans ces conditions d'informations partiales, les adeptes du statu quo semblent utiliser une approche de scénarios catastrophiques. La question est de savoir si les scénarios annoncés sont recevables. Pour les élites slovaques, la séparation représentait un gain politique et une perte économique tandis que pour les Tchèques, la perte politique allait être compensée par un gain économique⁵. De ce fait, la plupart des observateurs envisageaient des scénarios économiques désastreux pour la Slovaquie. Mais au-delà de cette réalité, nous devons considérer le point de vue historique, lequel nous permet de mieux comprendre comment une nation, au-delà des perspectives économiques, en vient à son affirmation.

⁵ Jacques Rupnick, *critique international* no. 2, 1999, conseiller du président Vaclav Havel entre 1990-1992. Il est également professeur de Science politique internationale à l'université Harvard.

1.1 L'arrivée du peuple slave en Slovaquie

C'est au VI^e siècle que les premiers Slaves foulèrent le sol actuel de la Slovaquie. Ils constituèrent le cœur de la Grande-Moravie jusqu'au IX^e siècle et dès cette époque, ils furent unis aux Tchèques. **L'empire de la Grande Moravie occupait le territoire de la Bohême, de la Silésie, de la Moravie, de la Slovaquie et du bassin du Danube.** C'est également au cours de ce siècle, plus précisément en 863, que les Slaves furent évangélisés par les deux moines byzantins : Méthode et Constantin. Ces derniers développèrent l'écriture slave (glagolitique) pour enseigner la liturgie chrétienne dans la langue du peuple remplaçant ainsi l'écriture romaine. La Grande-Moravie atteignit son plein développement territorial sous le règne de Svatopluk. Il mourut en 894. La Bohême se soumit au roi Arnulf de Germanie, ce qui affaiblit l'état de la Grande-Moravie dont les influences provenaient de l'occident. En 903, les Magyars (Hongrois) envahirent le territoire morave. Dès lors, le territoire de la Slovaquie fut divisé par les seigneurs hongrois. À cette époque, l'empire hongrois s'étendait sur les territoires de la Hongrie, de la Slovaquie, de la Croatie, de la Slovénie ainsi que sur une partie de la Roumanie et de l'Ukraine. Les Slaves occidentaux furent séparés des Slaves méridionaux. Les ancêtres des Slovaques furent repoussés vers le nord et isolés. Pendant neuf siècles, ils furent administrés par la couronne hongroise. Isolés dans les montagnes du Nord, ils furent réduits à une existence rurale rudimentaire mais assurèrent la survie de la culture et de la langue slovaques. Les Tchèques se replièrent en Bohême dont le centre névralgique fut Prague. Leur économie se développa par les échanges commerciaux avec l'Europe de l'Ouest, également par la présence de la communauté juive et par le développement de l'université de Prague.

1.2 Les Slovaques sous le règne hongrois

Il semble que l'identité nationale des Slovaques fut grandement mise à l'épreuve dès le XV^e siècle. Les Hongrois firent courir l'idée qu'ils étaient arrivés dans la région depuis le VI^e siècle en emmenant avec eux des populations slaves « esclavagisées ». De plus, une colonisation allemande intensive rendit la cohabitation plutôt difficile dans certaines villes. Malgré tout, les Slovaques parlent de cette époque de façon positive. En 1465, le roi hongrois Mathias Corvin créa l'Université de Bratislava les faisant prendre conscience de leurs particularismes culturels et linguistiques. Ce roi intensifia le contrôle intérieur et le développement du commerce dont certains Slovaques purent bénéficier. Lorsqu'il mourut, les tensions intérieures refirent surface. Plus tard, en 1526, la pression turque s'accrut sur la région hongroise, contraignant l'aristocratie magyare à s'installer en Slovaquie et à transférer la capitale de Budapest à Pozony (nom hongrois de Bratislava) qui devint le centre religieux de la Hongrie. Ces événements eurent des conséquences néfastes sur le développement et l'épanouissement de la Slovaquie pendant plus de deux siècles. Mais en 1683, lorsque l'Empire Ottoman⁶ fut expulsé de Vienne, les Slovaques repliés vers le Nord, purent redescendre dans la plaine hongroise et reprendre leur place à Bratislava. Au XVIII^e siècle, un afflux massif de juifs dynamisa l'économie. À cette même époque, la conscience nationale s'éveilla⁷. Dans la littérature hongroise, une spécificité slovaco-slave apparut sans que la langue fut clairement définie. De son côté, la Slovaquie occidentale se développait en Bohême et s'affirmait dans sa propre littérature.

⁶ *Empire multiethnique laissant place à la Turquie.*

⁷ *Concept qui, selon Karl Deutsch, Nationalism and Social Communication, Cambridge, MA, M.I.T. Press, 1966, consiste au sentiment d'appartenir à une nation et au besoin de l'affirmer ou de le valoriser.*

1.3 Reconnaissance de la nation slovaque

En 1830, le mouvement nationaliste hongrois se traduit par une consolidation de la langue hongroise dans les domaines religieux, légaux et économiques en réaction à la germanisation viennoise. Le nationalisme slovaque en fut légèrement affecté mais des groupes patriotiques se formèrent pour lutter contre cette homogénéisation hongroise. Ils furent accusés de «traîtres à la patrie» mais reformèrent leur base nationaliste sur la question linguistique. Les tchécofiles condamnèrent en bloc le mouvement nationaliste slovaque. Ces derniers leur reprochèrent de mettre en péril la cause commune au sein de l'empire Austro-hongrois.

Suite à la Révolution française, l'Autriche connaît des tribulations. Le nationalisme slovaque réclame vainement son autonomie au sein de la Hongrie. En 1848, lorsque les Magyars font la sécession, les Slovaques se rangent du côté de l'Autriche. Lorsque le gouvernement hongrois émet des mandats d'arrêt, les leaders du mouvement s'exilent en Bohême. En 1861, par un mémorandum adressé à la Diète, les Slovaques réclament la reconnaissance de l'existence d'une nation slovaque et la délimitation d'une région slovaque en Haute-Hongrie où le slovaque serait la langue de l'enseignement et de l'administration. Dans ce texte, ils reconnaissent le hongrois comme langue diplomatique et langue courante à l'intérieur du pays⁸. Le gouvernement hongrois rejeta cette proposition en bloc et pendant plusieurs années, essaya de restreindre les espaces de libertés à l'expression slovaque. Parallèlement, au niveau économique, la Slovaquie est touchée par l'industrialisation. Le système bancaire prend son essor et le secteur métallurgique, moteur de l'industrie

⁸ Cité par J. Mikus, *La Slovaquie dans le drame de l'Europe*, Paris, 1955. Ce mémorandum se déroula au parlement de Hongrie.

slovaque, connaît une croissance appréciable. D'autres secteurs comme le textile, les pâtes et papiers et l'industrie chimique progressent mais l'agro-alimentaire demeure le secteur dominant. En fait, la Slovaquie demeure, pour la Hongrie, un réservoir de matières premières ou de produits semi-transformés plus qu'une terre industrielle. L'empire bicéphale ne pouvait pas gérer la croissance démographique de la Slovaquie. Plus de 750 000 Slovaques émigrèrent en Amérique du Nord⁹. Malgré un taux de croissance naturel supérieur aux Hongrois, les Slovaques voyaient leur représentativité relative diminuer par rapport à celle des Hongrois¹⁰.

1.4 Création d'un État tchéco-slovaque

En 1914, la première guerre mondiale éclata. La couronne Austro-hongroise fit appel à ses habitants pour l'effort de guerre. Les Tchèques et les Slovaques, insatisfaits à différents niveaux, n'allaient pas rater l'occasion de s'opposer à la couronne austro-hongroise. Les Tchèques désertaient sur le front russe et du côté slovaque, on manifestait prudemment dans les industries en organisant des grèves. En 1918, les conditions de création d'un état tchéco-slovaque étaient réunies. À l'époque, pour des raisons de droits historiques, les Tchèques étaient plutôt froids à l'idée de d'intégrer la Slovaquie, par contre les Slovaques voyaient cette possibilité comme une chance d'autodétermination inespérée ayant pour but d'administrer leur propre état. Ainsi le 18 octobre 1918, à Paris, le Conseil national proclama la République tchécoslovaque¹¹. Allemands et

⁹ Ils émigrèrent principalement vers les aciéries de la Pennsylvanie et les forêts canadiennes.

¹⁰ Entre 1880 et 1910, selon les recensements de l'époque, le taux de Slovaques passe de 63,3% à 57,66%.

¹¹ Déclaration dite de Washington.

Hongrois devenaient des minorités dans ce nouvel état créant par le fait même des conflits notoires. L'état fut fondé sur des principes de démocratie et des traités furent conclus pour protéger les minorités en les faisant participer aux débats à Prague sur les bases des proportionnelles.

1.5 Apparition du nazisme

Entre 1918 et 1938, l'état tchécoslovaque traverse un développement économique difficile. Globalement les secteurs de l'agriculture et de l'industrie s'équilibrent, mais le portrait de la Tchéquie diffère grandement de celui de la Slovaquie¹².

<p>TCHÉQUIE : niveau industriel : 62% / agriculture : 17%</p>
<p>SLOVAQUIE : niveau industriel : 32% / agriculture : 40%</p>

De plus, le Krach boursier newyorkais eut des conséquences désastreuses. Compte tenu, que l'état dut réduire son commerce international, base de son économie, le taux de chômage fut très élevé. Malgré tout, contrairement à d'autres pays européens, la démocratie demeurait populaire quoique fragile. L'influence allemande était forte au parlement de Prague et la propagande hitlérienne allait bon train. De plus, les états qui avaient déjà adhéré au «plan nazi» démontraient leur efficacité à lutter contre le chômage, sans toutefois en évaluer les conséquences. Le 30 septembre 1938, l'accord de Munich¹³ fut

¹² *Rapport national industriel de Prague en 1938 avant la nationalisation des Slovaques.*

¹³ *Le 30 septembre 1938, par les accords de Munich, Français et Anglais livrent la Tchécoslovaquie. à Hitler.*

signé. La fragmentation de la Tchécoslovaquie commença. Au début de « l'invasion » du troisième Reich, les Slovaques furent moins désabusés que les Tchèques. Le 6 octobre 1938, Hitler proclama la Slovaquie indépendante. En mars 1939, l'assemblée provinciale slovaque vota l'indépendance à l'unanimité. Ils possédaient enfin leur propre drapeau et leur hymne national mais le prix de cette indépendance fut très élevé car la présence allemande s'avéra lourde. Les exportations slovaques furent dirigées à 75% vers les territoires du troisième Reich.

1.6 Libération et communisme

Au début de 1944, la résistance slovaque s'organisa contre les Allemands. Cette lutte fut vaine car les Allemands entrèrent massivement en Slovaquie. La lutte des partisans se poursuivit alors dans les montagnes jusqu'à l'arrivée des troupes soviétiques qui libérèrent Kosice en janvier et Bratislava en avril 1945. Après la Seconde Guerre mondiale, la Slovaquie réintégra la Fédération tchécoslovaque. Les communistes consolidèrent leur position en Slovaquie: ils s'allièrent les principaux dirigeants de l'époque tout en étouffant les partisans sociaux-démocrates. Ce fut la fin pour un certain temps, du pluralisme dont plusieurs avaient rêvé. Encore une fois, les Slovaques furent administrés par une autre entité représentée cette fois par Joseph Staline. Dès 1948, une série de nationalisations furent faites. Sur le plan financier, deux banques seulement demeurèrent en opération. L'industrie lourde s'accrût considérablement et l'agriculture devint collective. En 1960, on assista à la naissance de la République tchécoslovaque. Jusqu'en 1969, la Slovaquie

bénéficia de certaines institutions propres, comme le Conseil national et le Parti communiste slovaque.

1.7 Le printemps de Prague

Au début du printemps 1968, jamais les Slovaques et les Tchèques n'avaient baigné dans une atmosphère de fraternité aussi palpable. Ils adhéraient, d'un commun accord, à un socialisme plus « humain ». Une sorte de social-démocratie qui permettait au peuple de s'exprimer. On parlait abondamment de démocratisation de l'état sans toutefois revenir au capitalisme. En août 1968, craignant une contagion au sein des membres signataires du traité de Varsovie¹⁴, des milliers d'hommes provenant des pays satellites soviétiques envahirent la Tchécoslovaquie. Des hauts dirigeants tchécoslovaques furent enlevés et menés à Moscou où ils furent contraints à signer un protocole d'entente qui condamnait les idées révolutionnaires en effervescence. En échange, les envahisseurs s'engagèrent à retirer leurs troupes du territoire tchécoslovaque. À la suite de l'échec du printemps de Prague et de l'occupation soviétique, une grande réforme constitutionnelle se mit en place, faisant de la Slovaquie une nation à part entière au plan administratif et politique au sein d'une République tchécoslovaque fédérale. Cette réforme fut, par contre, accompagnée, jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989, par une répression perpétuelle de ceux qui osaient défendre les idées véhiculées lors du printemps de Prague en 1968.

¹⁴ Le traité de Varsovie était une alliance militaire conclue le 14 mai 1955 entre la majorité des États du bloc communiste consistant à faire contre poids à l'OTAN.

1.8 La révolution et le divorce de « velours »

Entre les incidents de 1968 et 1989, la Slovaquie subit un profond changement économique structurel. Elle devint une province industrielle majeure grâce à la mutation du secteur agroalimentaire vers l'industrialisation. Ce changement est dû, entre autres, à la présence accrue de dirigeants slovaques à la tête de l'état ainsi qu'à l'augmentation démographique au sein de la fédération. En 1989, complètement discrédité par les populations, le régime communiste s'effondre sans violence. Initialement, le dramaturge Vaclav Havel¹⁵ est porté au pouvoir. Il entrevoyait un avenir serein et prospère pour la Tchécoslovaquie. Cette fédération qui, à l'époque était âgée de soixante-dix ans¹⁶, se donnait jusqu'en 1992 pour préparer la démocratie et se doter d'une économie de marché. Cette démarche de démocratisation fut entravée par les anciennes rivalités nationales. Les Slovaques voulaient toujours la reconnaissance accrue de leur identité. Les Tchèques les percevaient comme étant bien pourvus. En effet, pourquoi créer un débat sur l'identité quand les priorités vont vers l'économie du pays? Ceux-ci jugeaient que les Slovaques possédaient assez de pouvoir en ayant leur propre gouvernement provincial qui contrôlait l'éducation et qui possédait un droit de veto au parlement fédéral.

En 1992, de nouvelles élections fédérales à Prague et provinciales à Bratislava eurent lieu. En Slovaquie, Vladimir Meciar, considéré aujourd'hui comme le père de la sécession, est porté au pouvoir avec 37,2% des voix. Son parti promettait de régler la question constitutionnelle par voie de référendum.

¹⁵ Havel avait été emprisonné suite aux incidents du printemps 1968. Il symbolisait la résistance au régime.

¹⁶ Si on fait exception de la période allant des accords de Munich (1938) jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale.

Meciar prônait une approche menant à la création d'une confédération¹⁷. Au niveau fédéral, le parti de Vaclav Klaus ancien ministre des finances, nettement de droite et grand partisan de Milton Friedman, sortit vainqueur des élections. D'emblée, ce dernier rejeta le projet de confédération de Meciar.

Certains représentants du parti de Klaus mettaient en doute le maintien de l'union avec la Slovaquie. Ils considéraient qu'ils pouvaient entrer plus rapidement dans les groupes économiques européens sans les Slovaques¹⁸. Ce fut donc le point tournant. Klaus adressa un ultimatum à Meciar, premier ministre de la Slovaquie : une fédération centralisée ou la scission. Contre toute attente, le retour à un état unitaire était de nouveau à la portée des Slovaques. Le Conseil national slovaque proclama donc la souveraineté de la Slovaquie et mit en place, le 3 septembre, la constitution de la République slovaque. Le 25 novembre 1992, l'assemblée nationale à Prague rejeta la proposition de référendum sur l'avenir de l'état. Au cours des semaines suivantes, les deux gouvernements signèrent des accords sur le partage de l'armée, sur l'union douanière, la collaboration dans le domaine scolaire et autres. Enfin le 31 décembre 1992, la Tchécoslovaquie fut abolie pour être remplacée par deux républiques distinctes : la République tchèque et la République slovaque.

Malgré l'incertitude qui régnait, il n'y eut pas de « turbulences »¹⁹ et tout se déroula dans la bonne entente comme en fait foi un sondage effectué

¹⁷ Meciar, dans une entrevue à la télévision de la société Radio Canada, avouait qu'il s'était inspiré du plan de confédération de René Lévesque.

¹⁸ Kamil Janacek, Président de la Banque centrale de Prague a fait cette déclaration peu de temps avant la scission.

¹⁹ Ernest Gellner, « Conclusion », dans J. Rupnik, *Le Déchirement des nations*, op. cit, p. 273.

quelques jours plus tard. À 59% et 77% respectivement, les Tchèques et les Slovaques affirmaient avoir de bonnes relations réciproques²⁰.

²⁰ *Sondage national mené par l'Institut national slovaque quelques temps après la scission en 1994.*

CHAPITRE II

PROBLÉMATIQUE ET REVUE DE LITTÉRATURE

Les divers mouvements nationalistes sont abondamment décrits et étudiés en littérature. On y parle de la fragmentation politique provoquée par l'hétérogénéité des électeurs-contribuables, des économies d'échelle dans la production des biens publics, du partage mutuel des risques économiques par les différentes juridictions politiques. **Par contre, à notre connaissance, aucune étude sérieuse n'a analysé les performances économiques après une sécession.** En fait, depuis les vingt-cinq dernières années, peu de pays économiquement développés ont accédé à leur autonomie par le biais d'une sécession. La présente section a pour objectif de présenter ce qui a été écrit sur le sujet. Nous exposons ici notre objectif de recherche et les méthodes que nous utiliserons dans cette supervision littéraire.

2.1 Brève introduction méthodologique

Notre objectif de recherche principal est de déterminer quel a été l'effet de la division de la Tchécoslovaquie sur le développement et la croissance économique de ses deux principales composantes, c'est-à-dire la République tchèque et la Slovaquie. Pour ce faire nous avons tenté de trouver dans la littérature économétrique des articles qui portaient explicitement sur ce sujet. Cependant, cette démarche s'étant avérée infructueuse, nous avons dû

développer une méthode indirecte. Nous avons voulu évaluer les impacts du divorce «velours» sur l'évolution macroéconomique de la Slovaquie en la comparant avec celle de la République tchèque et de quelques autres pays voisins. Cette méthode, qui sera détaillée dans les sections à venir, consiste à collecter des données macroéconomiques de la plupart des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) qui ont entamé une transition du socialisme vers le capitalisme après la chute de L'URSS. Ces données nous permettront, dans un premier temps, **d'analyser les trajectoires de chacun de ces pays** en les comparant l'une à l'autre par différents indicateurs macroéconomiques. Dans un deuxième temps, nous nous servirons de ces données pour **estimer l'effet de la sécession de la Slovaquie sur l'investissement**.

2.2 Sur la sécession

«Il n'y a que la force de l'État qui fasse la liberté de ses membres».

Jean-Jacques Rousseau

Pour plusieurs auteurs, dont Spolaore [1993], la sécession peut se définir comme l'action menée par une partie de la population ayant à cœur une forme de juridiction politique, en vue de se séparer de la juridiction politique officielle, pour former une nouvelle juridiction à compétence égale. Cette compétence sert l'autodétermination²¹.

Pour Alesina et Spolaore [1997], lorsque les individus se démarquent par leur intérêt envers le bien public, la sécession se veut une réponse au

²¹ Selon l'ONU, l'autodétermination est un principe selon lequel un peuple a le droit de disposer de lui-même et de la forme de direction que doit prendre son régime politique.

(Résolution 1514- de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux)

principe de proximité politique. La sécession permet à une juridiction d'accéder à une taille optimale, c'est-à-dire d'atteindre un équilibre entre les coûts d'hétérogénéité de la population et les économies d'échelle liés à la production du bien public. La sécession améliore subjectivement la qualité du bien public en rapprochant les individus sécessionnistes de la politique choisie.

Selon Buchanan et Faith [1987], ouvrage encore d'actualité, la séparation est «a road not travelled». Pour une scission, ils supposent un droit de sécession constitutionnellement réalisable. Quelques auteurs traitent le sujet de la difficulté de cette réalisation par différents points :

- La démocratisation de plusieurs pays (Alesina et Spolaore [1997]).
- La redistribution inadéquate des richesses (Bolton et Rolland [1997]).
- L'intégration économique des marchés nationaux (Alesina, Spolaore et Wacziarg [2000]).
- Le retour à l'individualisme (Rosa [2000]).

Au-delà de la définition générale de Buchanan et Faith, la majorité des auteurs susmentionnés s'entendent sur le fait que la séparation politique est un arbitrage entre les finances publiques locales et la fiscalité fédérale.

Le point crucial dont la majorité des auteurs débattent est **le droit de sécession**²². À cet égard, il existe deux théories: La première est celle du consentement, Beran [1987]. La deuxième, celle de la moralité de la sécession, Buchanan [1991]. La théorie de Beran est simple, il s'agit d'un droit imprescriptible pour tout groupe qui, sur un territoire donné, a rassemblé une

²² Actuellement sur le plan du droit international, le seul moyen reconnu de faire sécession est en vertu du droit à l'autodétermination des peuples. Les grands textes du droit international public, 2^e éd., Paris, Dalloz, 2000, p.32

majorité favorable à une rupture face à l'état officiel. Selon Beran, cette théorie doit être limitée à ceux qui vivent une concurrence néfaste entre gouvernements. Malgré la difficulté à réaliser la sécession, le droit à la sécession demeure une possibilité. Pour Buchanan, la sécession serait moralement fondée sur la réparation d'une injustice commise dans le passé (Bangladesh) ou pour mettre fin à une redistribution discriminative. On comprendra que cette théorie peut être extrêmement coûteuse étant donné que le droit moral ne mène pas automatiquement à une reconnaissance légale (Weinstock [2001]). Ce dernier voit plutôt le droit de sécession comme un moyen de contrôler un processus inévitable. D'ailleurs il évoque avec lucidité que la majorité des sécessions ont été faites en dehors des cadres légaux.

Pour Eichengreen [1996], l'introduction de l'incertitude permet de faire intervenir d'autres variables influençant la fragmentation politique. Il y a dans leur recherche, arbitrage entre la mutualisation des risques et les aléas moraux qui s'y rattachent. Dans leur modèle, les actions des gouvernements locaux font diminuer les risques. Dans un même type de théorie, Persson et Tabellini [1996], considèrent un autre type d'arbitrage, à savoir que chaque individu fait face à deux risques : économique et politique. Pour l'un, la sécession réduit le risque politique et pour l'autre, elle augmente le risque économique.

2.3 Historique et incertitudes pré et post-sécession

Ce travail serait incomplet sans l'appui de la littérature historique et politique qui vient soutenir la contextualisation de ce divorce de «velours» et

qui présente, entre autres, les incertitudes politiques « pré-sécessionnistes », lesquelles ont ralenti les actions slovaques.

Dans ce registre, Rupnik [1999]²³, nous renseigne sur les principales causes qui ont mené au divorce de « velours ». Tout d'abord, Rupnik pose les trois objectifs des deux nations formant la Tchécoslovaquie au lendemain de la chute du mur : une transition à la démocratie, la construction d'États-nations et l'intégration à la communauté européenne. En analysant ces objectifs, il en vient à la conclusion, que cette sécession était inévitable. Il existe de grandes différences dans la façon dont ces objectifs devaient être atteints. Ce texte s'avère important pour comprendre les enjeux et les actions qui ont été entreprises par les principaux acteurs de l'époque. De plus, l'auteur précise cinq causes pour le divorce de « velours » :

- « Le poids de l'héritage historique donne des perceptions divergentes à l'intérieur des deux solitudes malgré une structure politique commune: les Tchèques ont prospéré avec les Autrichiens et les Slovaques ont prospéré avec les Hongrois.
- La dynamique de la modernisation ou la différenciation liée au passage à l'économie de marché.
- Le fédéralisme et le blocage institutionnel.
- Le rôle des élites politiques post-communistes ».

Ce texte, nous montre également le pessimisme économique qui régnait dans les deux camps en ce qui concerne l'avenir de la Slovaquie. Il nous renseigne sur les éléments à prendre en considération dans ce divorce politique, mais très peu sur l'évolution économique des nouveaux états.

²³ Jacques Rupnik est un *politologue* français spécialiste des problématiques de l'Europe centrale et orientale.

2.4 Sur la croissance des « PECO » et comment y accéder

Selon Melo, Denizer et Gello [1996], la stabilité politique joue un rôle clé dans les arbitrages des agents économiques. Que ce soit en matière d'investissement, d'épargne, ou d'allocation des facteurs, il faut un environnement stable et des prix relatifs qui reflètent les raretés relatives. Les auteurs semblent accorder beaucoup d'importance aux conditions du consensus de Washington²⁴. Ils mettent en évidence la dichotomie dans les courants de pensées qui s'affrontent au niveau de la marche à suivre dans la transition vers l'économie de marché, soit les partisans de la thérapie choc (les Tchèques) ou les gradualistes (les Slovaques).

Selon Stiglitz [2002], la Pologne est un exemple classique de thérapie gradualiste. Mais avant tout, il dit que la Pologne a commencé malgré elle en 1989, l'application d'une thérapie choc afin que l'hyperinflation rencontre des niveaux plus acceptables. La méthode gradualiste jugée hétérodoxe par certains aurait permis de privatiser progressivement les institutions afin qu'elles soient les institutions de base d'une économie de marché. C'est donc dire que la façon de privatiser peut-être à la fois gradualiste et dite de «thérapie choc». Les auteurs sont nombreux à traiter la question de la privatisation des PECO. Kornai (2000) est celui qui a défendu le plus la théorie de l'évolutionnisme²⁵,

²⁴ Le consensus de Washington est issu d'une expression créée en 1989 par l'économiste John Williamson afin de décrire les mesures recommandées aux économies en difficulté, notamment celles d'Amérique latine, par les institutions financières internationales siégeant à Washington DC, que sont la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et le trésor américain. Ce courant est basé sur le concept de la stabilisation-libéralisation-privatisation.

²⁵ János Kornai est l'un des grands économistes hongrois contemporains. Il a, entre autres, analysé le fonctionnement de l'appareil de l'ancien système socialiste (Kornai 1984).

laquelle a apporté la plus large contribution aux changements post-socialistes. Selon lui, il est inutile de précipiter la privatisation en calquant les principes du capitalisme. Seuls les entrepreneurs « de chair et de sang » peuvent mener à bien la transition vers l'économie²⁶ de marché à condition que ceux-ci jouissent de conditions particulières. Il va même jusqu'à ajouter que la voie de la privatisation la plus efficace passe avant tout par la création d'entreprises *ex nihilo* minimisant l'urgence de privatiser les sociétés d'État.

« La restructuration du secteur privé est constitué de petites entreprises qui sont administrées par leurs propriétaires, motivées par un système d'incitations efficaces. De l'autre côté, les entreprises d'État privatisées souffrent des problèmes structurels et culturels des anciennes entreprises d'État » (Balcerowicz, 1995, p. 194).

Manifestement, lorsque le secteur privé repose essentiellement sur des entreprises *ex nihilo* qui généralement au départ font face à des moyens financiers réduits; ces entreprises ont difficilement accès à une technologie de pointe, ce qui retarde la pénétration dans le marché manufacturier. Kornai étudia la thèse selon laquelle seulement le nouveau secteur privé –et non l'ancien secteur d'État– peut générer de la croissance en Europe de l'Est. Selon cette thèse, le défaut est le suivant : les nouvelles entreprises dans l'industrie manufacturière ne peuvent pas se substituer aux sociétés d'État.

« L'industrie manufacturière moderne requiert une taille critique et un niveau technologique trop importants pour être mise sur pied rapidement à partir de la création d'entreprises *ex nihilo* – surtout avec un apport limité en capitaux étrangers » (Blanchard et Dabrowski, 1993, pp. 132-133).

Les institutions telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ont fortement recommandé l'application de l'approche radicale

²⁶ Kornai p. 50 (1990)

(privatisation à généralisée). Des programmes non standards de privatisation ont été mis en place dans presque tous les PECO. Selon Kornai [2000], la stratégie forçant la privatisation s'avère pour le moins nuisible si on la compare à la théorie gradualiste (Kornai, 2000, p. 9). Cette dernière s'avère plus efficace même si elle est marquée par un protectionnisme économique²⁷. La priorité est accordée à une croissance économique durable et à une privatisation des banques et des entreprises tardives plutôt qu'à une stabilisation. Finalement, en 2002, la Banque mondiale reconnut que :

«Les nouvelles entreprises sont le moteur de la croissance économique en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique »²⁸.

Elle avoue donc, de manière élégante, que son entêtement à la privatisation radicale n'était pas « la meilleure des solutions ». D'ailleurs plusieurs économistes, dont Balcerowicz [1995] et Havrylyshyn [2001], sont d'avis que la privatisation aurait un impact positif sur le produit intérieur brut, voire sur les taux de croissance de ces économies. Malgré une panoplie d'études macro économétriques sur la question, très peu d'entre elles démontrent un impact positif des privatisations massives dans les économies en transition²⁹. Par contre Dupuch et Milan [2003], en faisant une estimation des investissements directs étrangers, trouvent que la méthode de privatisation sur l'IDE donne un résultat intéressant. Le choix de la privatisation influe significativement sur le choix de localisation des investissements étrangers. Holland et Pain [1998] démontrent que les corporations multinationales préfèrent les pays qui utilisent les méthodes de vente directe.

²⁷ *La transformation économique post socialiste* (Kornai 2000 p.220).

²⁸ *La Banque mondiale partage les leçons tirées d'une décennie d'expérience de la transition*, publiée le 15 janvier 2002.

²⁹ Lopez et Sheshinski [1999]

2.5 Analyse des principaux indicateurs économiques

L'étude de Guay et Marceau [2005] nous a servi d'ouvrage de référence. Ces auteurs étudient l'évolution des principaux indicateurs macro économiques du Québec en les comparant à ceux de l'Ontario, de l'Alberta et de l'ensemble du Canada. On y apprend d'ailleurs que, depuis les dix dernières années, le Québec effectue un rattrapage sur les autres provinces canadiennes. Une bonne partie de notre analyse se base sur leur méthodologie.

Joannin [2006], dans le cadre de travaux effectués pour la fondation Robert Shuman, étudie les principaux indicateurs macro économiques des nouveaux états membres d'Europe centrale et orientale. En s'appuyant sur les données de l'IIF (Institute of International Finance) des quinze dernières années, il évalue au niveau descriptif plus particulièrement, l'effet des investissements directs étrangers. Il constate que les nouveaux états membres ont bénéficié de stimulations plus ou moins fortes au niveau de la croissance économique. Cette étude nous informe de l'importance des investissements directs étrangers et nous porte à observer les pays émergents de l'Europe de l'Est.

2.6 Sur l'investissement et ses déterminants

Plusieurs études économiques ont tenté de modéliser les investissements directs étrangers et de trouver les motivations des investisseurs. Selon les auteurs qui ont étudié le phénomène, les facteurs de classement sont d'ordre économique ou d'ordre institutionnel. Froot et Stein [1991], Klein et Rosengen [1994], Fontagne et Pajot [1999] parlent des facteurs d'ordre économique:

- **La taille des marchés :** C'est la principale motivation des investisseurs pour s'implanter dans un pays. Dans une étude récente de Dupuch et Milan [2003], la taille des marchés ne suffit pas dans les PECO. Les auteurs constatent que malgré que la Hongrie offre un marché de taille plus modeste que celui de la Pologne, elle demeure très attractive.
- **Les ressources naturelles :** Le climat et les ressources géologiques sont des facteurs déterminants pour les investisseurs. Si les ressources sont présentes, c'est généralement parce que le pays ne peut les exploiter ou les commercialiser (cas des mines et du pétrole).
- **Les écarts de coûts salariaux :** Ce facteur joue un rôle important dans les PECO; les écarts de salaires sont grands entre les PECO et les pays de la zone Euro. Les salaires constituent le deux tiers des investissements étrangers dans les pays de l'Europe de l'Est. Par contre, peu d'investissements sont faits en Roumaine et en Bulgarie, là où les salaires sont les plus bas.
- **Une main d'œuvre qualifiée :** Dans les PECO, ce facteur est considéré comme un atout. Il est cependant difficile à mesurer. Les auteurs utilisent des indicateurs comme les taux de scolarisation et le nombre d'années d'étude. Ces derniers ne tiennent pas compte de la qualité de l'éducation prodiguée ni même de l'éducation professionnelle. Selon les rapports synthèses [1999, 2001, 2003, 2007], la plupart des PECO (notamment la Slovaquie) ne seraient pas encore parfaitement adaptés aux exigences des firmes multinationales.

Lucas [1993], Wilhelms [1998], Globerman, Shapiro [1999] et Dupuch et Milan [2001] discutent, pour leur part, de facteurs d'ordre institutionnel:

- **La stabilité politique :** La sécession d'un État donne à penser que le pays est instable au niveau politique; ce facteur est considéré dans les investissements étrangers en Afrique; la Slovaquie pourrait manquer d'IDE s'il n'y avait que ce critère d'évaluation.
- **Méthode de privatisation :** Ce facteur a été discuté par Holland et Pain [1998] et sert à rendre compte de la spécificité de la transition des PECO. Les investisseurs sont théoriquement plus attirés par les pays qui se sont privatisés complètement que par les pays qui ont prôné l'institutionnalisme; dans ce cas, les flux d'IDE sont en fonction de la bonne santé des institutions. Selon Wilhelms [1998], les investissements étrangers sont en grande partie déterminés par les variables institutionnelles susceptibles d'apporter des changements politiques (les lois et leurs applications). Il définit un modèle économétrique de panel et les résultats obtenus montrent que les variables «gouvernement et marché» sont les déterminants les plus significatifs des IDE entrant.
- **Degré de corruption :** Ce dernier facteur, selon Lucas, s'avère capital dans les pays d'Afrique et dans quelques pays à économie émergente. Cet élément pourrait expliquer le faible taux d'IDE en Roumanie. Un programme anti-corruption obligeant la transparence a

d'ailleurs été mis en place dans le but éventuel d'attirer les investisseurs étrangers.

Le modèle que nous présentons dans le chapitre suivant s'inspire en grande partie du modèle de Dupuch et Milan [2001]. Le choix des variables explicatives est influencé par les travaux dirigés de ces auteurs, étant donné que leur modèle d'estimation est appliqué aux PECO.

Selon les auteurs, les investissements directs étrangers se sont accentués en Europe de l'Est. Ils demeurent néanmoins relativement faibles à l'échelle mondiale. La part d'IDE dans ces économies en transition s'avère inégale³⁰. Pourquoi est-ce le cas?

Selon Dupuch et al. [2001-2004], la présence d'investissements étrangers fait partie des éléments contribuant au rattrapage des économies en transformation par rapport aux autres pays de l'UE. La question est de déterminer si l'indépendance nouvellement acquise en Slovaquie et perçue comme agent de perturbation politique a pu freiner les IDE entrant dans ce pays.

³⁰ Par exemple entre 1989 et 2002, près des deux tiers des IDE se sont concentrés en Pologne, en Hongrie et en République Tchèque.

CHAPITRE III

ETUDES DESCRIPTIVES DES PRINCIPAUX INDICATEURS

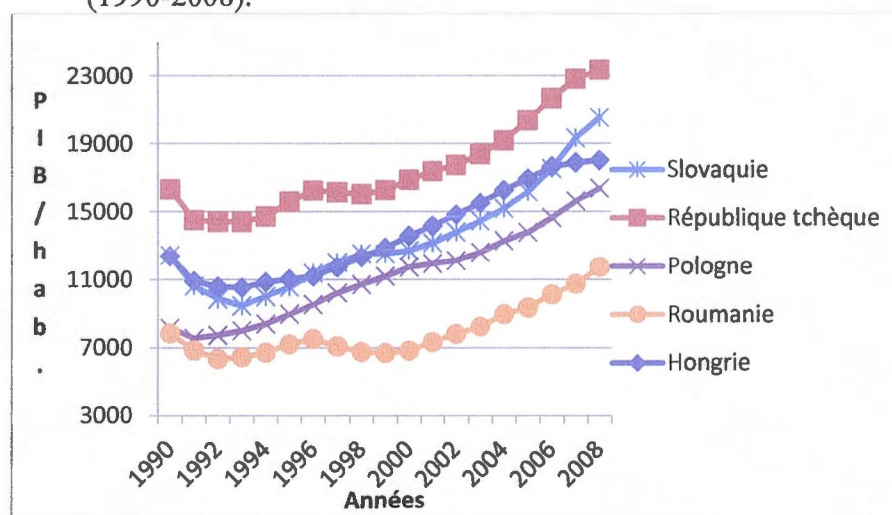
Dans cette section, nous présentons l'analyse descriptive des principaux indicateurs économiques pour les années contenues dans les séries statistiques de notre étude. Cette analyse nous fournit des outils nous permettant d'effectuer une amorce d'explications concernant notre hypothèse : la Slovaquie a connu un développement économique au moins comparable, sinon meilleur, à celui de la République tchèque et des pays de l'Europe centrale et orientale (PECO). L'analyse de nos données permet de mieux comprendre l'évolution de l'économie slovaque, tout en tenant compte de la période tourmentée de leur histoire, comparativement à l'économie des PECO.

3.1 PIB réel per capita

Comme toute analyse économique, nous commençons par étudier le PIB réel per capita qui est l'indicateur du niveau de vie des citoyens en plus de nous donner une idée de la productivité moyenne des habitants d'un pays. Dès le début, comme en fait foi le GRAPHIQUE 3.1, nous constatons que le citoyen tchèque possède un revenu par habitant plus élevé que le citoyen slovaque tout au long de la période en question. Nous pouvons également observer qu'à partir de 1990, le PIB réel per capita diminue pour les deux pays. Cette situation de réduction du PIB peut s'expliquer en partie par les turbulences créées par la chute du socialisme et par la transition à l'économie de marché.

Soulignons également que cette période coïncide avec une période de récession vécue par l'ensemble des pays industrialisés. De plus, nous constatons que la Pologne et la Roumanie démarrent dans des conditions initiales moins favorables que la Slovaquie tandis que la Hongrie semble au même niveau. Les conditions initiales auraient été meilleures en République tchèque. Suite à la chute du mur de Berlin, nous remarquons que tous ces pays ont connu une diminution marquée du revenu par habitant. Ce phénomène illustre les difficultés de transition vers une économie plus libérale.

Figure 3.1 : PIB par habitant PPA –dollar constant international de 2005- République tchèque, Slovaquie, Pologne, Hongrie, Roumanie (1990-2008).



Source: The World Bank Group (2009)

Même si la République tchèque et la Slovaquie ont un revenu par habitant au-dessus des anciennes économies socialistes, ces revenus demeurent très en dessous des revenus des pays d'Europe occidentale. Le TABLEAU 3.1 présente les grandes disparités du niveau de vie des économies de l'Europe de

l'Ouest par rapport aux pays ciblés par notre étude et par les autres pays de l'Europe de l'Est. On remarque donc, dans ce tableau, la grande différence entre les niveaux de vie de l'ensemble des pays de l'Union européenne (UE15) comparativement aux pays d'Europe de l'Est, cinq ans après le renouveau économique de ces pays. On peut également observer que la Slovaquie se retrouve bien en deçà de la situation tchèque. Mais en regardant les résultats de 2008, nous constatons un revirement de situation. Dix années plus tard, la Slovaquie est l'un des pays qui s'est approché le plus de la communauté européenne. Selon les spécialistes de la question, il s'agit là d'un rattrapage contre intuitif après une sécession.

Tableau 3.1 : Comparaison des PIB par habitant en 1995 et 2008 (UE15 = 100).

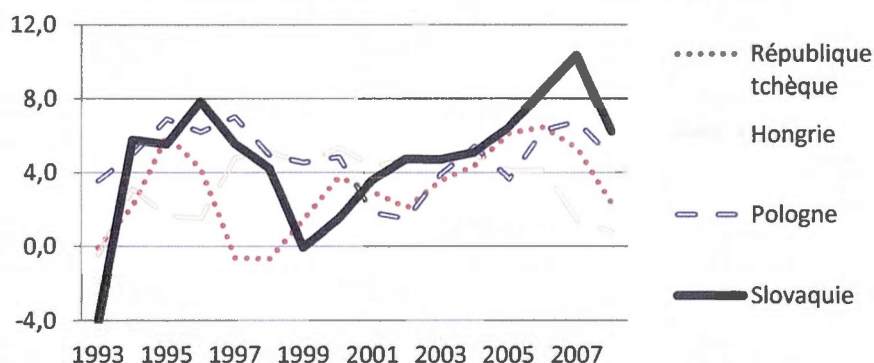
PAYS	PIB par habitant ppa UE15=100, 1995	PIB par habitant ppa UE15=100, 2008
UE15	100	100
Slovénie	65.1	84.8
République Tchèque	63.7	73.5
Hongrie	45.1	56.8
Slovaquie	43.2	64.7
Pologne	36.7	51.6
Estonie	30.8	49.3
Lituanie	30.5	55
Roumanie	29.5	37
Bulgarie	28	35.4

Source: The World Bank Group 2009 et calculs de l'auteur

En examinant le taux de croissance du PIB réel per capita, tel que présenté par le FIGURE 3.2, il y a lieu de croire que la Slovaquie, contrairement aux prédictions des protagonistes du temps de la sécession de 1993, semble effectuer un rattrapage par rapport à la République tchèque.

En observant attentivement l'évolution de la croissance du PIB réel, nous constatons que la Slovaquie connaît sur l'ensemble des années d'étude, des années de croissance économique plus fortes que la République tchèque. Le TABLEAU 3.2 confirme le retournement de tendance suite à la sécession de 1993. Ces données illustrent bien l'analyse faite à partir du GRAPHIQUE 3.2.

Figure 3.2 : Taux de croissance du PIB en pourcentage de 1993-2008



Source: The World Bank Group 2009

Un certain rattrapage semble ainsi s'effectuer entre ces deux pays au profit de la Slovaquie même si on prend deux sous-périodes sur l'ensemble chronologique de nos données.

Tableau 3.2: Taux moyen de croissance du PIB per capita de la Slovaquie et de la République tchèque pour les périodes de 1991-1999 et de 2000-2008

	1991-1999	2000-2008
Slovaquie	0.58%	5,7%
République tchèque	-0,02%	4,26%

Source: The World Bank Group 2009

3.2 Le marché du travail

Approfondissons davantage cette analyse afin de mieux saisir les sources de la croissance plus importante en Slovaquie qu'en République Tchèque. Deux déterminants semblent distinguer la croissance économique d'un pays. Nous les présentons grâce à la simple équation suivante :

$$\text{PIB} / \text{N} = \text{PIB} / \text{L} * \text{L} / \text{N}$$

PIB représente le PIB réel d'une économie;

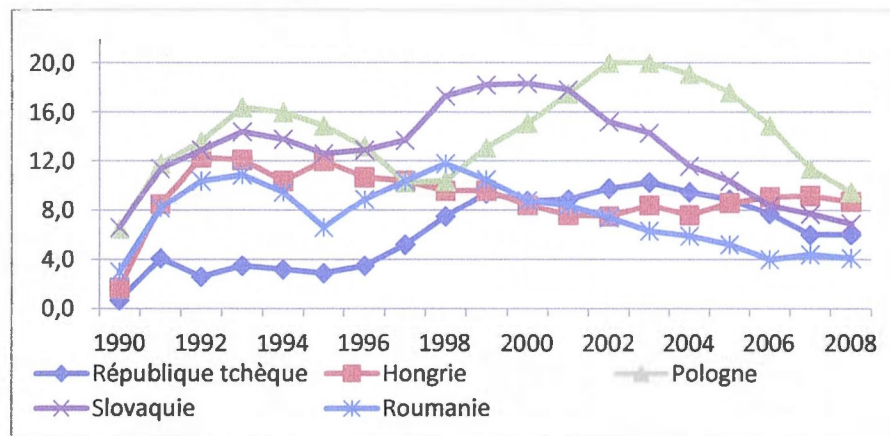
N représente la population totale;

L représente le nombre d'emploi d'une économie.

La croissance économique peut donc être provoquée par une augmentation du nombre de travailleurs en proportion de la population totale ou par l'accroissement de la productivité des travailleurs. Dans la section qui suit, nous analyserons d'abord la situation du marché du travail dans ces économies pour ensuite enchaîner sur l'évolution de la productivité pour ces mêmes pays.

Afin de faire un portrait complet de la situation du marché du travail, il faut au départ observer l'évolution du taux de chômage dans ces économies. Selon la FIGURE 3.3, la progression du taux de chômage est très différente d'un pays à l'autre. De plus, le taux de chômage est toujours beaucoup plus élevé en Slovaquie qu'en République Tchèque. Cette tendance au chômage élevé en Slovaquie est provoquée par un chômage de longue durée tenace et très élevé. Selon une étude économique sur l'économie slovaque, le taux de chômage de longue durée est le plus élevé de la zone OCDE, surtout chez les jeunes.

Figure 3.3: Taux de chômage en pourcentage, 1991-2008.



Source : Source: Laborsta

Soulignons également qu'il existe généralement durant cette période dans les anciens pays socialistes, des *«disparités régionales particulièrement marquées entre les grandes villes, qui ont un marché du travail dynamique et*

enregistrent des taux de chômage inférieurs à 3 % tandis que le chômage affecte plutôt les zones rurales et les zones industrielles en déclin»³¹.

Cette disparité régionale amènerait un maintien du taux chômage élevé car *«les coûts élevés et la pénurie de logements constatée dans les grandes villes, ainsi que le coût élevé des transports, n'incitent pas la population à déménager ou à chercher du travail loin de son domicile »³².*

En regardant la FIGURE 3.3, nous voyons que le taux de chômage de la Slovaquie diminue considérablement à partir de 2002 et tend à rejoindre celui des PECO de telle sorte qu'il se retrouve presque au même point que la République tchèque. Il pourrait baisser un peu à mesure que se feront sentir les effets de la forte expansion et des réformes passées de la législation relative à la protection sociale et à la protection de l'emploi en voie d'instauration par le gouvernement slovaque. Cependant, la faible mobilité de la main-d'œuvre régionale contribue à maintenir la durée du chômage élevée. C'est d'ailleurs pour cette raison que le gouvernement a mis en place en 2009 une politique de construction de logement afin de favoriser la mobilité des travailleurs. En même temps, le taux d'emploi reste bas et le taux d'activité est particulièrement faible parmi les travailleurs seniors et les jeunes femmes.

La FIGURE 3.4 présente l'évolution de la population active durant la période d'étude. À partir de 1992, nous remarquons que la République Tchèque possède un taux d'activité toujours supérieur à sa voisine slovaque. Cependant, après un léger accroissement de cet écart après la sécession, celui-ci

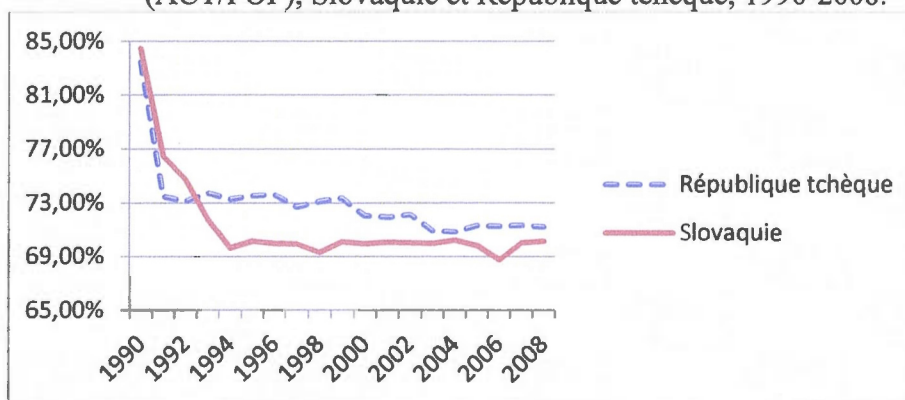
³¹ JACQUELIN, Vanessa.

³² Idem.

diminue à partir de 1998. À l'exception de la fin de la période 2005-2006, nous notons que le taux d'activité de la Slovaquie connaît une certaine stabilité. Ainsi, malgré le fait que le taux de chômage tend à augmenter durant cette période, nous pouvons considérer, à partir du taux d'activité, que ces chômeurs persistent dans leur recherche d'emploi et font toujours partie de la population active.

Pour expliquer une croissance économique plus soutenue en Slovaquie comparativement à la République Tchèque, nous devons au départ vérifier la participation de la population à l'effort de production (L/N). La FIGURE 3.6 présente ainsi l'évolution du nombre d'emplois par rapport à la population totale.

Figure 3.4 : Taux de participation des 15 ans et plus au marché du travail (ACT/POP), Slovaquie et République tchèque, 1990-2008.



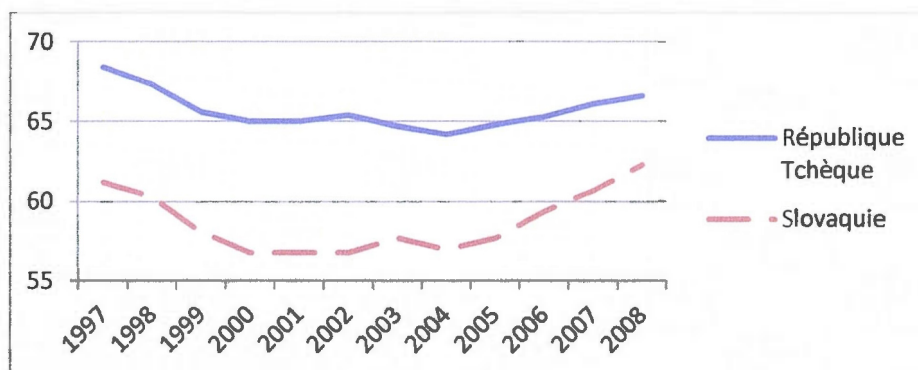
Source: The World Bank Group 2009 et calculs des auteurs

Il est important de mentionner que la Slovaquie présente encore une fois un taux plus faible que la République tchèque au cours de ces années. Cette

constatation va dans le sens de l'analyse précédente concernant la population active. En général, un taux d'activité accru est souvent stimulé par l'augmentation de population en emploi. Nous voyons également que l'économie de la Slovaquie se rapproche de l'économie tchèque. Bien que la fin du régime socialiste ait entraîné une chute plus importante de l'emploi en Slovaquie qu'en République Tchèque, le changement de régime eut plus d'impact que la sécession, toujours selon ce graphique.

La FIGURE 3.5 nous montre une certaine constance du niveau de l'emploi en Slovaquie de 1998 à 2004. Par contre ce dernier est en croissance à partir de 2005 et tend à rejoindre celui de la République tchèque. Il faut donc considérer que la croissance économique très soutenue de 1993 à 2008 ne trouve pas nécessairement son origine dans l'augmentation du nombre de travailleurs slovaques.

Figure 3.5 : Taux d'emploi Slovaquie et République tchèque, 1997-2008



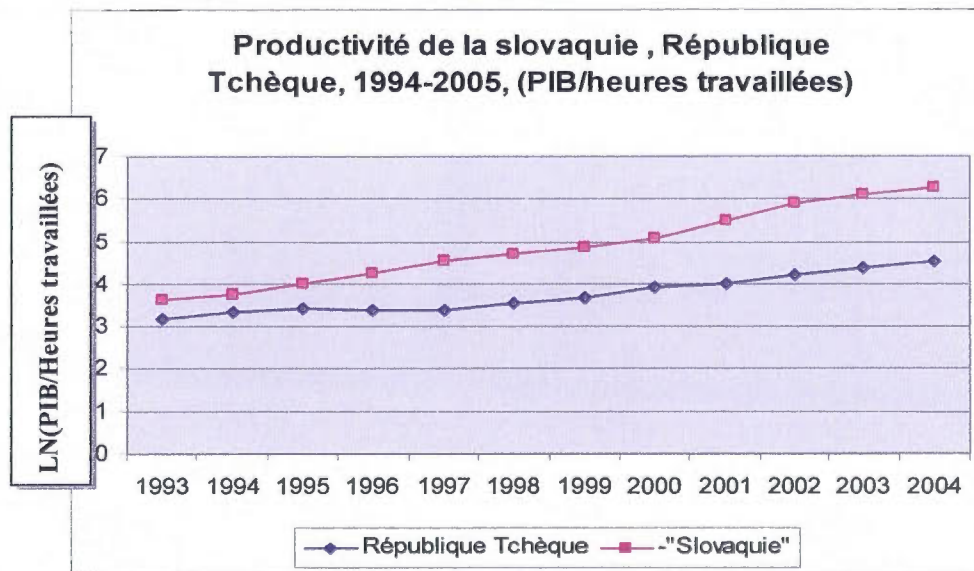
Source: The World Bank Group 2009 et calculs des auteurs

La section qui suit permettra possiblement d'évaluer l'évolution de la productivité en plus d'en déterminer la source principale.

3.3 La productivité

Cette section a d'abord pour objectif de comparer les niveaux de productivité des pays concernés afin de vérifier si nos suppositions s'avèrent exactes. La FIGURE 3.6, illustre l'évolution de la productivité par heure de travail de ces deux économies.

Figure 3.6 : Productivité de la Slovaquie, République tchèque, 1994-2005, (PIB / heures travaillées).



Source: The World Bank Group 2005 et calculs des auteurs

À défaut d'avoir trouvé les données sur la productivité totale des facteurs sur l'ensemble de la période d'étude, nous constatons à la FIGURE 3.6, de façon évidente que la Slovaquie voit sa productivité augmenter de façon

assez régulière durant cette période. De plus, nous remarquons qu'elle a toujours des niveaux de productivité supérieurs à la République tchèque. Un autre fait intéressant à considérer : l'écart de productivité s'accroît entre ces deux pays toujours au profit de la Slovaquie. Nous remarquons que la sécession ne semble pas avoir eu d'effet négatif sur cette variable pour la Slovaquie quand on regarde l'ensemble de la période d'étude, Ainsi, comme prévu dans la section précédente, la République slovaque profite d'une hausse de productivité de ses travailleurs et connaît une augmentation de son niveau de vie supérieur à celui de la République tchèque.

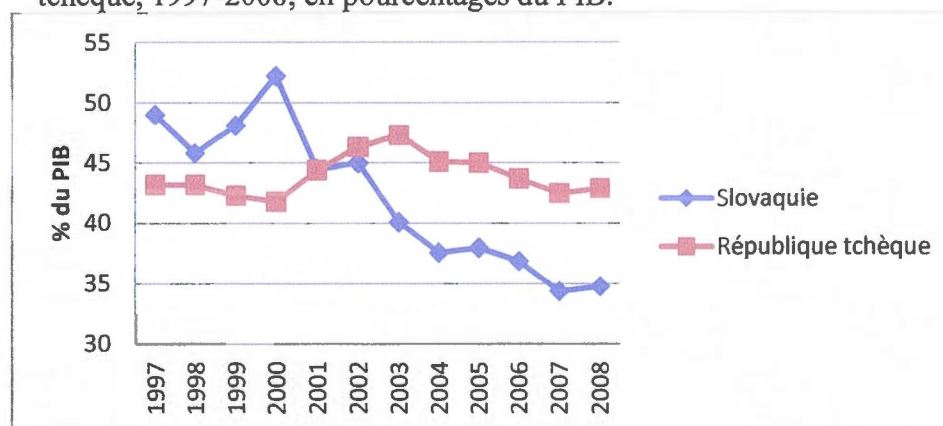
La dernière partie de l'analyse descriptive vise à déterminer si cette croissance de la productivité est provoquée par une augmentation des investissements suite à la sécession. Nous évaluerons ultérieurement l'évolution du niveau des investissements durant cette période. Si cette composante connaît des écarts favorables en Slovaquie, **il pourrait s'avérer exact que la sécession ait provoqué l'engouement d'investissements stables dans ce nouvel État.**

3.4 Taille et dette d'État

La vitesse à laquelle les pays d'Europe centrale et orientale ont accédé à l'économie de marché est différente d'un pays à l'autre. Le remplacement de leurs économies par des économies capitalistes implique des réformes profondes dans leurs structures gouvernementales. Certains ont adopté un libéralisme plus modéré tandis que d'autres ont usé de la « thérapie choc ». Ces décisions ont eu des effets sur la taille de leur État. En regardant la FIGURE 3.7, nous étudions les dépenses totales des gouvernements en proportion du PIB. Ce graphique nous confirme la tendance du gouvernement slovaque à

réduire ses dépenses à partir des années 2000 malgré une forte croissance du PIB. L'explication peut évidemment être expliquée par cette forte croissance du PIB. Toutefois celle-ci ne suffit pas. Malgré des niveaux comparables de croissance du PIB à partir de l'année 2000, les dépenses gouvernementales diminuent pour la Slovaquie et augmentent du côté de la République tchèque. Il est difficile d'obtenir la raison compte tenu que nous n'avons pas le détail des dépenses publiques, mais ce phénomène pourrait être dû à l'approche gradualiste que la Slovaquie a adoptée après la sécession de celle-ci. La privatisation de certaines institutions a plutôt eu lieu dans la deuxième période d'étude. La thérapie choc de la République tchèque a quant à elle résulté par une augmentation des dépenses gouvernementales, ce qui constitue une option qui n'avait sûrement pas été envisagée après la sécession. Maintenant il est temps de tenter de regarder, à la prochaine section, si la privatisation du côté slovaque se traduit en parti par une attraction des investisseurs étrangers.

Figure 3.7: Dépenses gouvernementales de la Slovaquie et de la République tchèque, 1997-2008, en pourcentages du PIB.



Source: The World Bank Group 2009 et calculs des auteurs

3.5 Investissements

L'intuition de certains laisse croire que généralement un pays nouvellement indépendant pourrait freiner les investissements étrangers en raison de l'instabilité politique régnant dans le nouvel État. Pourtant les investissements directs étrangers³³ (IDE) constituent un levier financier stable à travers le temps. Ils servent à restructurer les secteurs industriels moins performants et à les insérer dans l'économie de marché. Depuis le début des années 90, les PECO reçoivent des flux entrants d'investissements directs étrangers.

Tableau 3.3 : Comparaison des stocks IDE et flux entrant dans les PECO.

	Stock d'IDE accueillis en 2008 en M US\$	Flux d'IDE entrant en 2008 en M US\$
PECO	559 291	66 726
Pologne	161 406	16 533
République tchèque	114 369	10 731
Roumanie	71 864	13 305
Hongrie	63 670	6 514
Bulgarie	46 011	9 205
Slovaquie	45 933	3 414
Estonie	15 963	1 969
Slovénie	15 782	1 815
Lettonie	12 847	1 815
Lituanie	11 447	1 426

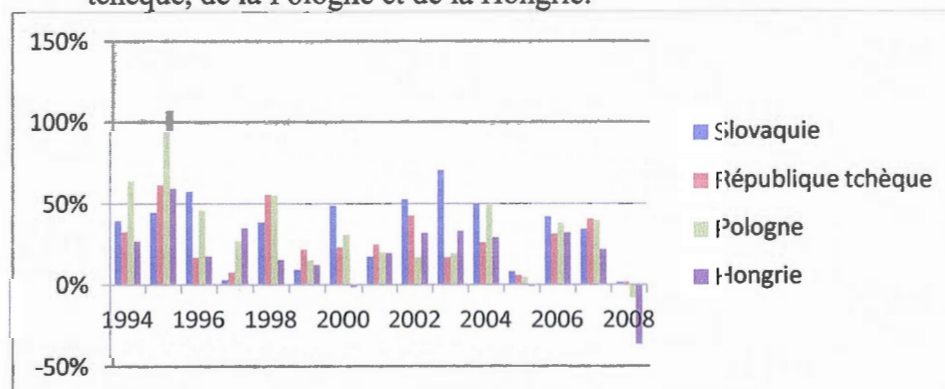
Source : CNUCED, 2008, Banque mondiale

³³ Selon le FMI, un IDE est la prise de participation pour au moins 10% des actions ordinaires dans une entreprise par un investisseur étranger. Celui-ci doit également exercer une influence sur l'entreprise.

Selon la CNUCED, le stock total d'IDE en 2008 s'établissait à presque 560 000 millions de dollars américains dans les PECO. Le TABLEAU 3.3 résume les niveaux de stocks accueillis et les flux entrant en 2008 dans les pays émergents de l'Europe de l'Ouest. Le stock d'IDE de la Slovaquie est en progression et continue de croître.

La FIGURE 3.8 démontre que le stock d'IDE de la Slovaquie a tardé légèrement à croître mais à partir de 2000, la Slovaquie a reçu des flux plus que satisfaisants et continue en à attirer de plus en plus. Lorsque nous décomposons la période d'étude en deux sous-périodes, le TABLEAU 3.4 nous montre que le taux moyen de croissance du stock d'IDE est plus important dans la deuxième sous-période. Cette dernière coïncide avec la privatisation des institutions plus marqué dans cette deuxième portion du temps en comparaison de la période immédiate après la sécession.

Figure 3.8 : Taux de croissance du stock des investissements directs étrangers en pourcentage de 1994-2008 de la Slovaquie, de la République tchèque, de la Pologne et de la Hongrie.



Source : CNUCED, Banque mondiale

Cette observation peut en quelque sorte nous porter à croire que la méthode institutionnelle utilisée a probablement beaucoup plus d'incidence que la sécession elle-même en ce qui concerne l'attractivité des investisseurs étrangers.

Tableau 3.4 : Taux moyen de croissance du stock d'IDE entre les périodes 1994-2000 et 2001-2008 (Slovaquie, République tchèque, Pologne, Hongrie)

	1994-1999	2000-2008
Slovaquie	28%	39%
République tchèque	31%	24%
Pologne	49%	23%
Hongrie	24%	17%

Source : CNUCED, Banque mondiale

Plusieurs facteurs déterminent les IDE. Il s'agit, entre autres, des facteurs humains (coût de la main d'œuvre, productivité), de la taille des marchés, des différences de dotations factorielles, de la distance géographique et de la privatisation des secteurs. Ce dernier facteur mérite notre attention. En observant le FIGURE 3.9, nous constatons que la République tchèque a reçu des IDE plus rapidement que la Slovaquie et que la majorité des PECO. La privatisation des secteurs y joue un rôle prépondérant. La Slovaquie s'est ouverte tardivement en raison de la prédominance de ses institutions, mais comme le conseillait le traité de Washington, elle avait décidé de privatiser ses institutions (une des causes du divorce de «velours»). Ainsi, la Slovaquie a pu s'ouvrir rapidement. À partir de 2000, le niveau d'IDE croît et se stabilise. Ces investissements ont-ils été un levier de croissance plus prédominant que ces voisins?

Dans la prochaine section nous tenterons d'estimer, à l'aide d'un modèle économétrique, l'effet de la sécession de la Slovaquie ainsi que son ancien partenaire la République Tchèque sur les investissements étrangers en prenant en compte les facteurs déterminants sur l'investissement, dont la sécession elle-même, direct étranger que l'on retrouve déjà dans la littérature scientifique.

CHAPITRE IV

MODÈLE D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS AVEC EFFET D'INDÉPENDANCE

Comme nous l'avons constaté dans le chapitre précédent, la Slovaquie semble avoir bénéficié d'une croissance économique soutenue tout comme son ancien partenaire la République tchèque. Il est très difficile par l'analyse descriptive du chapitre 3 de vérifier la raison de cette forte croissance. Les investissements pourraient en être la cause d'après les niveaux observés. Si tel est le cas, est-ce que les investissements étrangers devraient en principe être freinés par l'indépendance acquise des deux États? Dans le présent chapitre notre modèle principal mis de l'avant, basé en partie sur la littérature des investissements directs étrangers, tentera de vérifier de quelle façon l'indépendance a influencé les IDE.

4.1 Les données et le modèle de base retenu

Notre base de données est constituée de 5 pays de l'Europe de l'Est³⁴ qui ont subi une transition vers l'économie de marché (la base de données se situe en ANNEXE 1). Les données utilisées sont issues des statistiques de la Banque mondiale et d'Eurostat.

Dans un premier temps, nous estimons pour chaque pays, l'effet de chacune de nos variables explicatives sur l'investissement direct étranger par

³⁴ La République Tchèque, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie.

tête à l'aide d'une estimation par variables instrumentales. Étant donné que le processus d'investissement s'échelonne habituellement sur plusieurs périodes, l'utilisation de variables retardées d'une période comme instrumentalisation des variables explicatives représente un choix judicieux pour ce genre de modèle. Afin de mesurer l'effet de l'indépendance sur les investissements directs étrangers, un modèle de données en panels serait le choix tout désigné, mais comme nous l'expliquerons plus tard cette technique nous est impossible à réaliser et sera remplacée par une autre méthode, constituant l'élément central de cette section. Dans ce modèle, la constante β_0 représente l'ensemble des facteurs inobservables caractérisant chaque pays qui ne sont pas pris en compte dans les variables explicatives. De plus, étant donné que les variables explicatives ont probablement des problèmes d'endogénéité et que les séries des IDE par tête sont typiquement persistantes dans le temps et que le nombre d'années observées dans notre modèle est restreint, l'estimation prendra en compte les niveaux des variables retardée comme instrumentation. Différents modèles ont été testés, afin de déterminer la configuration d'instruments la plus adéquate (nombre de retard ainsi que les hypothèses sur la variable expliquée considérée comme endogène au modèle devant être également instrumentée). De plus compte tenu d'une tendance à la hausse qui perdure dans le temps, une variable de tendance linéaire a été ajoutée (ANNEE).

L'objectif de cette première estimation, est d'obtenir les différents paramètres β_i , qui serviront dans notre modèle empirique principal, notamment à constater si l'indépendance de la Slovaquie et la République tchèque a refroidi les IDE dans la période post-sécessionniste.

Le modèle de base est donné par l'équation suivante :

$$\begin{aligned} \text{LnIDEH}_{i,t} = & \beta_0 + \beta_1 \text{ANNEE}_{i,t} + \beta_2 \text{LnPIBH}_{i,t} + \\ & + \beta_3 \text{LnEDUC}_{i,t} + \beta_4 \text{LnSAL}_{i,t} + \varepsilon_{i,t} \end{aligned} \quad (1)$$

Dans ce modèle, au niveau de l'équation (1), $\text{LnIDEH}_{i,t}$: représente le logarithme de l'investissement direct étranger par tête pour le pays i . Les variables explicatives (PIB, SAL et EDUC) sont instrumentalisées en $t-1$. La variable macroéconomique est mesurée en investissements entrants nets, en millions de dollars américains de 2000, durant la période étudiée soit 1993-2007. Le $\text{LnPIBH}_{i,t}$ désigne le logarithme du PIB par tête qui est essentielle dans le choix des investisseurs. Dans notre modèle, il est indicateur de richesse du pays hôte et est évalué en million de dollars PPA (parité des pouvoirs d'achat) courant international. On s'attend à un signe négatif révélant que les économies plus pauvres sont plus attractives en raison des rendements marginaux croissants des investissements. La variable $\text{LnSAL}_{i,t}$ est un autre déterminant à prendre en considération concernant les IDE. Cette variable est évaluée en dollars américains après la conversion des monnaies nationales. Le signe attendu est négatif compte tenu que des salaires significativement plus bas par rapport aux autres PECO attireront plus d'IDE. Quant à $\text{LnEDUC}_{i,t}$, elle représente le niveau d'éducation. Cette variable est évaluée selon le pourcentage de la population de 25 ans et plus ayant terminé le niveau secondaire supérieur. Cette variable devrait être de signe positif, dans la mesure où

la main d'œuvre spécialisée (voire éduquée) sera importante pour les investisseurs étrangers dans le choix de ces pays pour le moins avancés technologiquement.

Il faut spécifier que nous n'avons pas retenu la variable retardée d'une période de la variable dépendante suggérée par notre modèle. Par contre, nous nous proposons de faire le test de Fisher afin de nous assurer de la robustesse de ce modèle proposé. Si ce test n'est pas concluant, nous insérerons cette variable le cas échéant.

De cette façon nous serions en mesure de vérifier si l'indépendance a eu un effet à court terme sur le niveau de l'investissement au cours de la période à l'étude. De façon générale, cette stratégie consisterait à valider si l'effet de certaines variables s'estompe ou s'accroît dans le temps. En outre, on pourrait constater si la sécession de la Slovaquie a eu un l'effet de refroidir les investisseurs étrangers par rapport aux autres pays des PECO.

4.2 Les limites du modèle : l'absence de données pré-sécessionnistes et description du modèle utilisé

Nous tenons à préciser qu'il est à ce stade impossible d'insérer une variable dichotomique d'indépendance et d'en mesurer les effets au travers d'un modèle en «données de panel». Tout d'abord si l'on veut clairement distinguer l'effet de l'indépendance sur les investissements directs étrangers du niveau historique, encore faut-il avoir en notre possession les données pré-sécessionnistes. Après une recherche soutenue et rigoureuse, ces données

n'existent pas à notre connaissance. Alors le modèle empirique mis de l'avant prend en compte ce problème.

Nous allons, tel que mentionné plus haut, nous servir des estimations de l'équation (1) pour la suite des choses. Nous débutons, donc, les estimations par la méthode d'estimation par variables instrumentales. Dans l'ANNEXE 2, nous présentons les résultats et surtout l'obtention des $\hat{\beta}_i$ pour chacun des pays qui serviront de base à notre modèle empirique principal. À noter que les équations semblent bien spécifiées puisque dans la majorité des cas les termes d'erreurs ne sont pas autocorrélés selon le test d'autocorrélation. À la lecture des résultats de l'annexe 2, nous constatons un problème important. Les écarts types sont très élevés, nous donnant moins de robustesse dans nos conclusions. Ces écarts types élevés sont dus aux peu d'observations par pays. En regardant de nouveau l'ANNEXE 2, le test de Fisher qui consiste à tester la significativité des coefficients des variables explicatives de notre modèle, nous révèle un rejet de l'hypothèse nulle (où les coefficients sont conjointement non significatifs) pour tous les pays excepté la Hongrie. Le test nous indique que les variables explicatives prisent conjointement sont significatives, donc que la régression a un apport explicatif pour presque tous les pays.

4.3 Le modèle empirique avec données post-sécessionnistes

Les estimations de la section précédente serviront comme prémisse de notre modèle empirique principal, il a été choisi afin de palier à l'absence des données pré-sécessionnistes. Le modèle principal retenu consiste à utiliser les paramètres provenant des régressions des autres pays et les variables explicatives des pays indépendants, en construisant un ensemble de

séries d'investissements de prédiction (l'un pour la Slovaquie et un pour la République tchèque). Pour chacun des pays indépendants, il s'agit de prendre les paramètres estimés de chaque pays autres que celui retenu avec les variables explicatives du pays indépendant. Par la suite, le travail consiste à comparer la série réalisée d'investissement direct étranger de la Slovaquie (ou de la République tchèque) avec celles construites (autres pays). Si la série réalisée est plus faible que les séries construites alors l'indépendance aurait eu un impact.

4.3.1 Variables et paramètres à définir et estimation du modèle

Définissons les différentes variables et paramètres du modèle :

$\hat{\beta}_j$, les coefficients obtenus pour un autre pays que i^{35} , représentant l'indice du pays qui a obtenu l'indépendance.

$Y_{i,t}$, la variable observée pour le pays indépendant à la période t .

$X_{i,t}$, les variables explicatives du pays indépendant à la période t .

La valeur prédite sera à partir de $\hat{\beta}_j$ comme étant :

$$\hat{Y}_{i,j,t} = \beta_{0,j} + \beta_{1,j} ANNEE_{i,t} + \hat{\beta}_j X_{i,t} \quad (2)^{36}$$

où i désigne le pays ayant subi l'indépendance (Slovaquie ou République tchèque),

³⁵ L'indice i prend les valeurs Slovaquie et République tchèque.

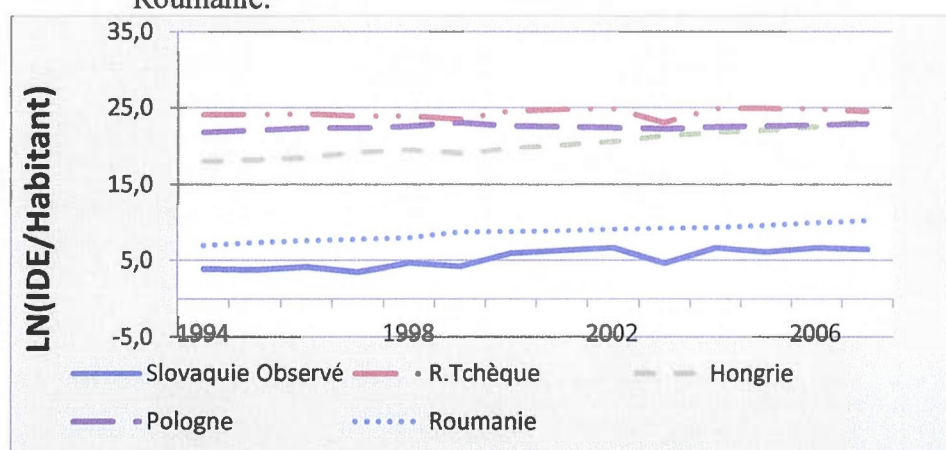
³⁶ Afin d'alléger l'écriture nous faisons l'omission du logarithme, malgré qu'il soit pris en compte dans l'estimation.

j désigne le pays différent de i. Tous les variables sont estimés comme dans l'équation (1), instrumentalisées à la période t-1. De plus, elles sont également évaluées en logarithme.

En ANNEXE 3, les résultats de cette régression sont présentés.

Les figures 4.1 et 4.2 représentent les valeurs prédites respectivement pour la Slovaquie et la République tchèque. Dans la figure 4.1, nous avons utilisé les $\hat{\beta}_j$ de chacun des pays avec les variables explicatives de la Slovaquie et la figure 4.2 les variables explicatives de la République tchèque.

Figure 4.1 : Investissements directs étrangers réalisés de la Slovaquie et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la République tchèque, la Hongrie, la Pologne et de la Roumanie.



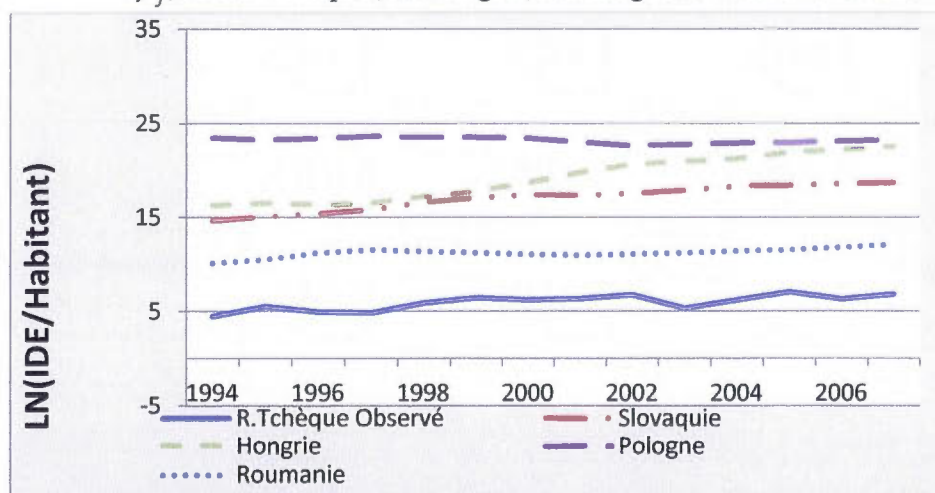
Source: The World Bank Group 2009 et calculs des auteurs

En regardant la série réalisée de la Slovaquie, il semble, de façon générale sur l'ensemble de la période d'étude, que le taux de croissance d'IDE soit inférieur aux autres pays des PECO. Ce qui est intéressant de constater est

la stabilité de la Slovaquie au même titre que ces voisins. C'est-à-dire, que les investissements croient de façon stable. Nous pouvons croire que les investisseurs étrangers ont confiance et semblent ne faire preuve d'aucune panique.

Pour ce qui est de la Roumanie, le niveau bas par rapport aux autres séries prédites n'est pas tout à fait en accord avec les rendements marginaux croissants des investissements, et ce, même si le niveau du PIB par tête est plus bas que les autres pays et les salaires inférieurs. En fait, le fait que ce pays ait un indice de corruption plus élevé par rapport aux autres PECO, peut probablement freiner les IDE.

Figure 4.2 : Investissements directs étrangers réalisés de la République tchèque et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la Slovaquie, la Hongrie, la Pologne et de la Roumanie.



Source: The World Bank Group 2009 et calculs des auteurs

Dans la figure 4.2, nous remarquons encore une fois que le taux de croissance des investissements semble plus bas dans le pays indépendant en comparaison des autres, mais nous observons toujours cette stabilité. Encore

une fois la stabilité et la croissance de la Slovaquie est remarquable en comparaison de la Pologne et la Roumanie.

De façon générale, le taux de croissance des pays qui ont subi l'indépendance semble plus faible. Dans la prochaine section nous allons grâce à la construction d'intervalles de confiance, autour des séries estimées, déterminer si le niveau d'investissements est significativement supérieur à celui des pays indépendants et leur série réalisée.

4.3.2 Les séries construites et leur intervalle de confiance

Avant tout voici comment nous entendons construire l'intervalle de confiance autour des différentes valeurs prédites. Il s'agit de vérifier sous l'hypothèse nulle,

$$H_0 : Y_{i,t} = \hat{Y}_{i,j,t}$$

où la valeur prédite est égale à la valeur réalisé pour chaque observation et Y désignant les IDE par tête.

Le modèle qu'il faut considérer est le suivant :

$$Y_{i,t} = \beta_{1,j} ANNEE_{i,t} + \beta_i X_t + \varepsilon_{i,t} \quad (3)$$

où β_i est la vrai valeur inconnue de β .

On obtient alors à partir des équations (2) et (3),

$$Y_{i,t} - \hat{Y}_{i,j,t} = -X_{i,t}(\hat{\beta}_j - \beta_i) + \varepsilon_{i,t} \quad (4)$$

sous l'hypothèse nulle,

$$H_0 : \hat{\beta}_j = \beta_i$$

et

$$\begin{aligned} Y_{i,t} &= \hat{Y}_{i,j,t} + \hat{\varepsilon}_{i,j,t} \\ &= X_{i,t} \hat{\beta}_j + \hat{\varepsilon}_{i,j,t} \end{aligned} \quad (5)$$

où $\hat{\varepsilon}_{i,j}$ converge vers $\varepsilon_{i,j}$

Donc, on peut calculer le membre de gauche de l'équation (4) en substituant $\varepsilon_{i,t}$, qui est inconnu par $\hat{\varepsilon}_{i,j}$ de l'équation (5). La variance de l'erreur de prévision sera,

$$\begin{aligned} VAR(Y_{t,i} - \hat{Y}_{t,i,j}) &= \\ &X_{t,i} VAR(\hat{\beta}_j) X_{t,i}' + VAR(\hat{\varepsilon}_{t,i,j}) \end{aligned} \quad (6)$$

Nous avons déjà la variance de $\hat{\beta}_j$, il ne nous reste qu'à calculer la variance de $\hat{\varepsilon}_{t,i,j}$. Pour ce faire, nous allons la calculer de la façon suivante,

$$VAR_{estim}(\hat{\varepsilon}_{t,i,j}) = \frac{1}{T} \sum_{T=1}^T (\hat{\varepsilon}_{t,i,j} - \bar{\varepsilon}_{t,i,j})^2 \quad (7)$$

Donc en centrant sur la moyenne des $\hat{\varepsilon}_{t,i,j}$ et à l'aide de l'équation (6) et (7) l'intervalle de confiance pour chaque période sera donnée par,

$$\hat{Y}_{t-1,i,j} \pm 1.96 \sqrt{VAR(Y_{t-1,i} - \hat{Y}_{t-1,i,j})} \quad (8)$$

Les figures dans la section suivante résument les résultats obtenus.

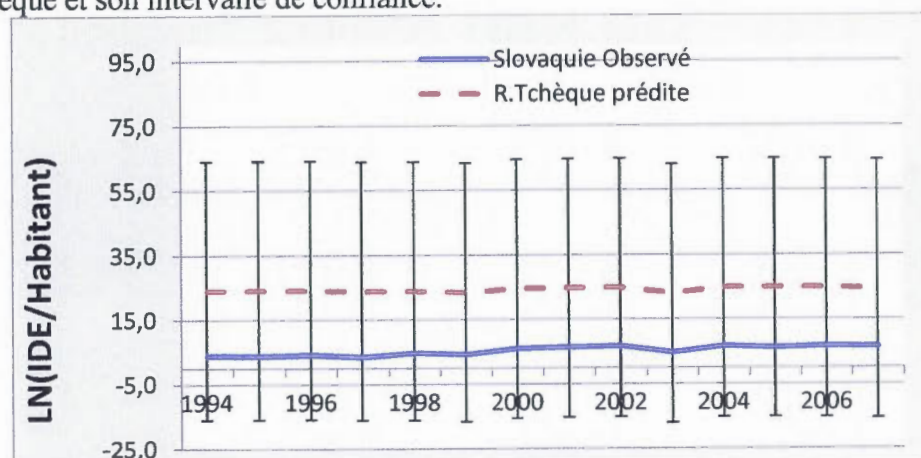
4.3.3 Résultats et comparaisons des séries prédites et leur intervalle de confiance avec les séries réalisées.

En regardant les figures 4.3 à 4.10, les taux de croissance d'investissements ne sont significativement pas différents, c'est-à-dire que les valeurs réalisées sont inférieures aux valeurs prédites mais que la différence n'est pas significative et en particulier que les intervalles de confiance sont plutôt larges et homogènes.

Il semble d'après nos estimations que le taux de croissance d'investissement n'est pas plus élevé dans les autres pays formant le groupe des Pays Émergents de l'Europe Orientales que dans les pays qui ont acquis leur indépendance. De plus, nous pouvons observer une stabilité dans les séries de la Slovaquie quant au comportement des agents investisseurs en Slovaquie et également en République tchèque. Cette observation va à l'encontre de

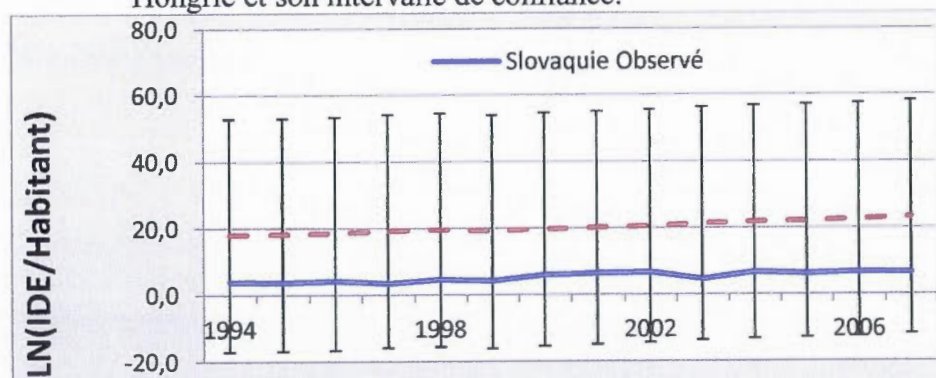
plusieurs observateurs qui clament qu'une scission entre deux États devrait amener de l'instabilité dans le comportement des investisseurs étrangers.

Figure 4.3 : Investissements directs étrangers réalisé de la Slovaquie et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la République tchèque et son intervalle de confiance.



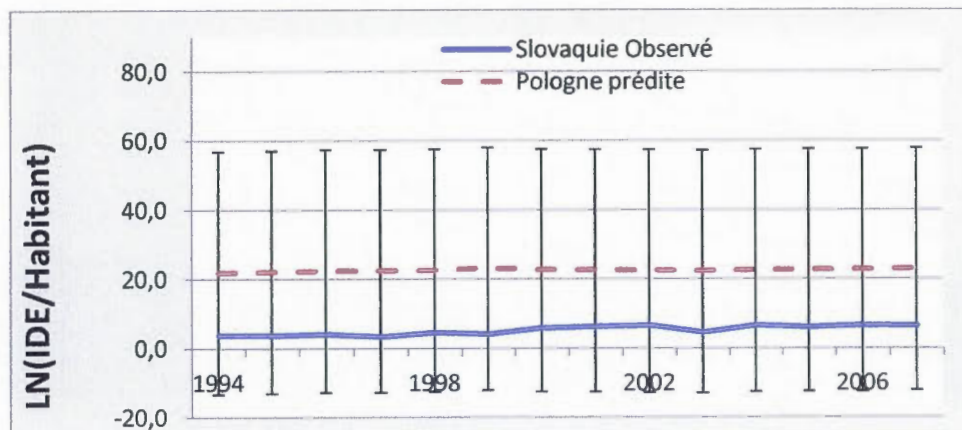
Source: The World Bank Group 2009 et calculs des auteurs

Figure 4.4 : Investissements directs étrangers réalisé de la Slovaquie et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la Hongrie et son intervalle de confiance.



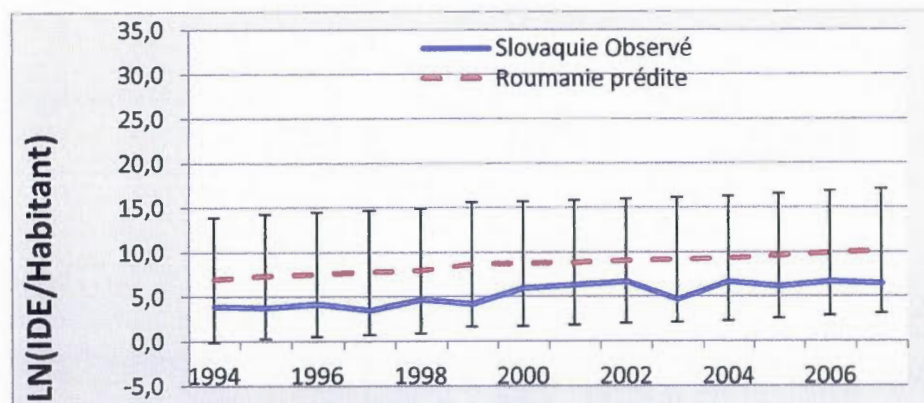
Source: The World Bank Group 2009 et calculs des auteurs

Figure 4.5 : Investissements directs étrangers réalisé de la Slovaquie et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la Pologne et son intervalle de confiance.



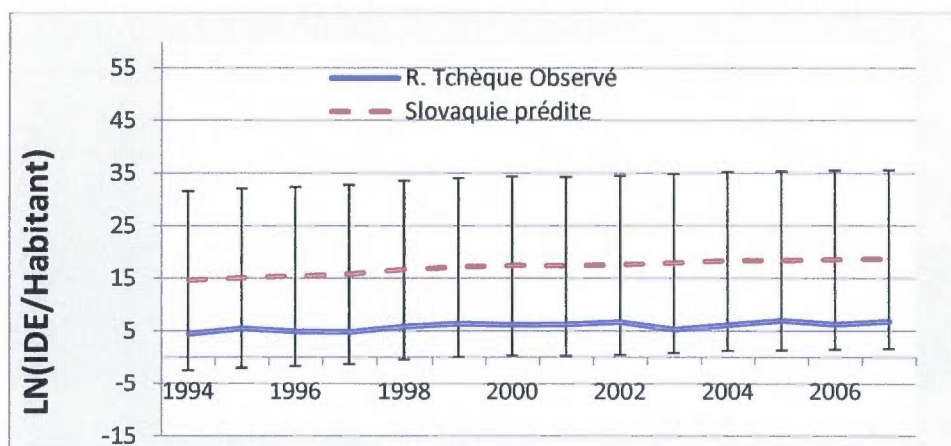
Source: The World Bank Group 2009 et calculs des auteurs

Figure 4.6 : Investissements directs étrangers réalisé de la Slovaquie et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la Roumanie et son intervalle de confiance.



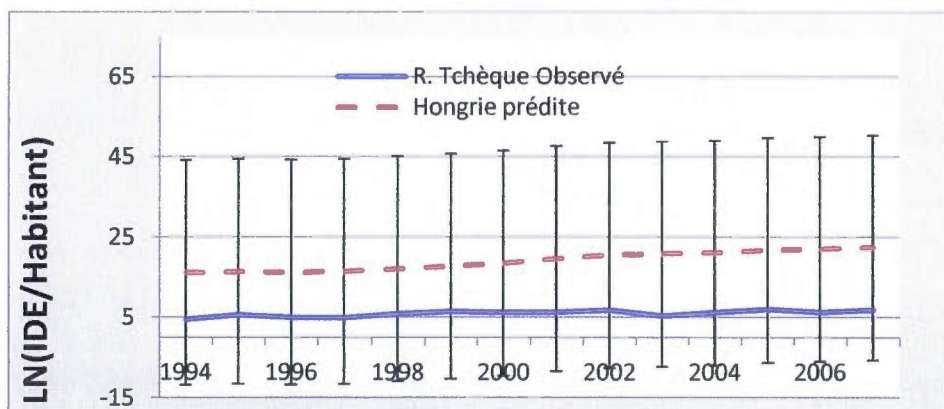
Source: The World Bank Group 2009 et calculs des auteurs

Figure 4.7 : Investissements directs étrangers réalisé de la République tchèque et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la Slovaquie et son intervalle de confiance.



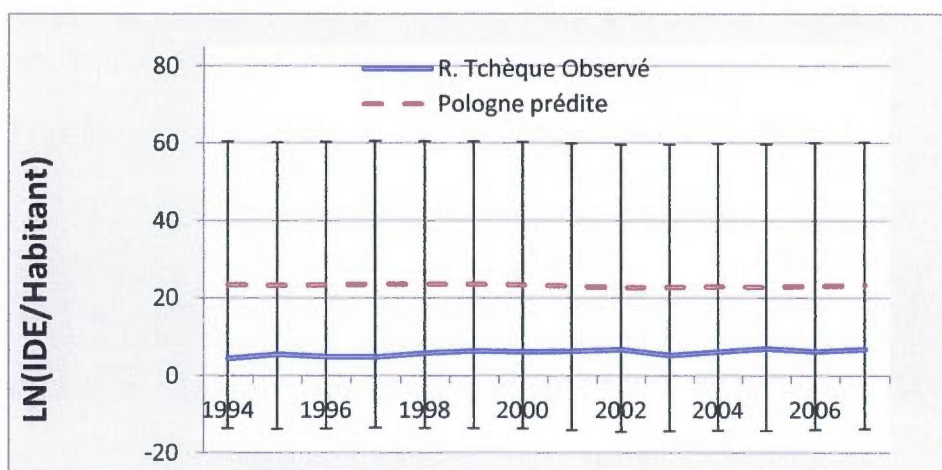
Source: The World Bank Group 2009 et calculs des auteurs

Figure 4.8 : Investissements directs étrangers réalisé de la République tchèque et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la Hongrie et son intervalle de confiance.



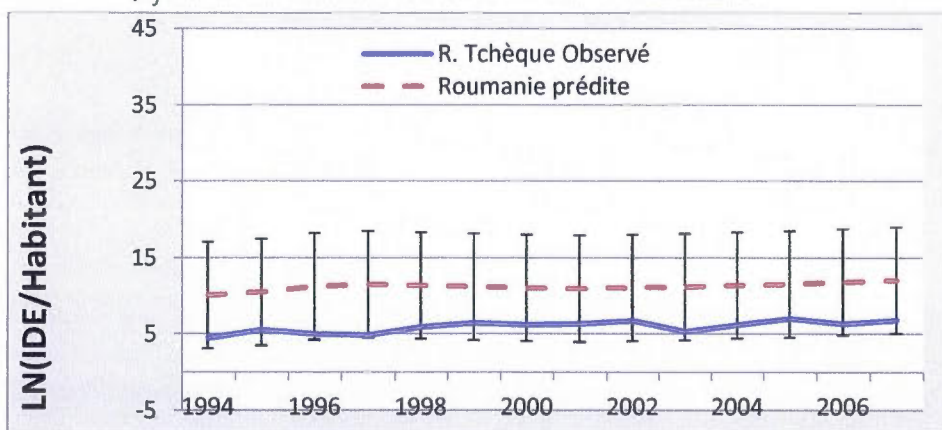
Source: The World Bank Group 2009 et calculs des auteurs

Figure 4.9 : Investissements directs étrangers réalisés de la République tchèque et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la Pologne et son intervalle de confiance.



Source: The World Bank Group 2009 et calculs des auteurs

Figure 4.10 : Investissements directs étrangers réalisés de la République tchèque et valeurs prédites des investissements directs étrangers avec les $\hat{\beta}_j$, de la Roumanie et son intervalle de confiance.



Source: The World Bank Group 2009 et calculs des auteurs

Le modèle et les résultats obtenus de ce chapitre peuvent être très utiles pour les chercheurs qui désirent faire l'étude des pays nouvellement

indépendants. Bien entendu, le modèle mis de l'avant est propre aux pays qui ont un passé communiste, où les données pré-scissionnistes sont inexistantes ou non fiables. Dans le cas où ces données existent, l'estimation en «données de panels» s'avère un choix judicieux. En ce qui nous concerne, le peu d'observation nous mène à des écarts types très élevés, donnant moins de robustesse à nos interprétations. Nous suggérons donc, dans une recherche ultérieure afin de corriger le problème de robustesse d'augmenter le nombre d'observation. Nous espérons que cela puisse diminuer notre écart type et donner plus de solidité à nos interprétations.

CONCLUSION

Dans un premier temps, ce mémoire visait à comprendre les motivations qui ont mené au « divorce de velours ». Nous retenons deux éléments qui ont joué un rôle crucial dans cette portion de l'histoire tchécoslovaque. Tout d'abord, au-delà des faits économiques, se révèlent deux peuples distincts qui ont eu des visions différentes du fédéralisme tout au long de leur histoire. Pour les Tchèques, le fédéralisme bicéphale n'était pas optimal afin de passer à la démocratie. Une phase de consolidation des institutions devait être menée à leur manière par une privatisation accrue. L'intégration ainsi que l'urgence d'entrer dans le cercle économique européen semblait être atteignable plus rapidement sans les Slovaques. Pour ces derniers, le bilan politique est considéré par certains comme étant négatif. Tout de suite après la sécession, certains observateurs³⁷ iront jusqu'à qualifier la Slovaquie de « démocratie non-libérale ». Ces propos nous paraissent maintenant, extrêmement farfelus considérant la situation de la Slovaquie en 2012. Il faut comprendre que les Slovaques désiraient « exister » avant tout; ils voulaient être plus visibles aux yeux de la communauté internationale.

Malgré des objectifs différents, les relations entre les deux nations reviennent au beau fixe à la fin des années 90. Dès lors, et contre toute attente, l'objectif de la République tchèque est atteint par la Slovaquie qui entre en janvier 2009 dans la zone Euro en respectant les critères de Maastricht³⁸. Quant à la République tchèque, à ce jour elle n'a pas réussi à entrer dans ce groupe sélect.

³⁷ F. Zakaria foreign affair, nov. 1997.

³⁸ L'entrée en vigueur du traité, le 1er novembre 1993, marque la première étape de l'union économique et monétaire entre les douze signataires de l'époque. Objectif ultime, une monnaie unique conditionnée au respect de «critères de convergence».

Dans un second temps, ce mémoire tentait d'identifier les sources qui ont permis à la Slovaquie de croître aussi rapidement. Les premiers résultats obtenus par notre analyse descriptive sur les principaux indicateurs économiques, nous permettent de croire que les scénarios catastrophiques annoncés par les acteurs de l'époque de la sécession n'ont pas eu lieu. Ceux-ci prédisaient que l'indépendance mènerait au gouffre économique.

Au contraire, un retournement s'est opéré enregistrant des croissances supérieures dans les années 1994-2009 à ceux des PECO. Les deux républiques ont encore du chemin à faire, mais à la fin de l'année 1992, les spécialistes n'ont jamais pensé que la Slovaquie était si près du but. En somme, cette analyse de la situation semble être positive, quoique certains échecs soient visibles : le taux de chômage et le taux d'inflation sont toujours très élevés en Slovaquie. Avec des politiques de renforcement qui rendent le marché du travail plus flexible et qui incitent les chômeurs à rechercher du travail, la Slovaquie met tout en place pour atténuer son problème de chômage.

Il fallait donc pousser nos recherches un peu plus loin et tenter de mesurer si l'indépendance de la Slovaquie a pu freiner les investissements directs étrangers, comme l'insinuent certains penseurs. Les résultats issus de notre modèle d'estimation indiquent que les investisseurs ne sont pas plus bousculés dans les autres pays formant le groupe des Pays Émergents de l'Europe Orientales que dans les pays qui ont acquis leur indépendance (Slovaquie et République tchèque). De plus, nous pouvons observer une stabilité dans les séries de la Slovaquie quant au comportement des agents investisseurs et également en République tchèque. L'indépendance a-t-elle

procuré les outils nécessaires à la croissance économique de la Slovaquie? Nous ne pouvons l'affirmer mais un fait demeure clair : l'indépendance n'a pas entravé son développement économique malgré les prédictions des prophètes de malheurs. Si l'indépendance crée des turbulences, elles semblent être tout à fait éphémères. Les États en devenir vivant la même situation devraient s'en inspirer. Dans le cas slovaque, la façon dont la solidité et la stabilité économique est apparue au cours de la dernière décennie, peut probablement provenir du choix de la méthode de privatisation (graduelle).

Une nation qui fait le choix de l'autodétermination doit en principe se soucier beaucoup plus du modèle institutionnel qu'elle désire mettre en œuvre après la scission que des angoisses que pourraient avoir les investisseurs étrangers. En ce qui concerne la Slovaquie, malgré des ressources naturelles restreintes, la sécession ne semble nullement avoir freiné les IDE. Il nous est permis d'imaginer qu'une nation possédant des caractéristiques similaires à celles de la Slovaquie, peut offrir des perspectives intéressantes aux investisseurs quand en plus elle possède un vaste éventail de ressources naturelles...

BIBLIOGRAPHIE

ALESINA, A., E. SPOLAORE ET R. WACZIARG. (2000), *Economic Integration and Political Disintegration*, American Economic Review, 90(5), p. 1276-1296.

ALESINE, A. ET E. SPOTAORE. (1997). « On the number and size of Nations », *Quarterly Journal of Economics*, 90(5), p. 1276-1296.

BALCEROWICZ, L. (1995). *Socialism, Capitalism, Transformation*, Budapest, New York, London, CEU Press, 377 p.

BLANCHARD, O. ET M. DABROWSKI. (1993). « The progress of restructuring in Poland », dans O. Blanchard, M. Boyco, M. Dabrowski, R. Dornbusch, R. Layard et A. Shleifer, *Post-Communist Reform: Pain and Progress*, Cambridge, Mass., The MIT Press, p. 109-149.

BOLTON, P. ET G. ROLAND. (1997), «The Break-up Nations : a Political Economy Analysis», *Quarterly Journal of Economics*, 112(4), p. 1057-1090.

BERAN, H. (1987). *The Consent Theory of Political Obligation*, Londres : Croom Helm, 266p.

BUCHANAN, A. (1991). *Secession: The Morality of Political Divorce from Fort Sumter to Lithuania and Quebec*, Boulder: Westview Press.

BUCHANAN, J.M. ET R.L. FAITH. (1987), *Secession and the Limits of taxation: towards a Theory of Internal Exit*, American Economic Review, 77(5), p. 1023-1031.

DUPUCH S. ET C. MILAN. (2003). Les Déterminants des Investissements Directs européens dans Les Pays d'Europe Centrale et Orientale, CEPN Working Paper, no. 08-2003, Université de Paris XIII.

EICHENGREEN, B. (1996). *Globalizing Capital: A History of the International Monetary System*, Princeton University Press, pp. 93-135.

FONTAGNE, L. ET M. PAJOT. «Investissements Directs Étrangers et Échanges Extérieurs : un impact plus fort aux États-Unis qu'en France», *Économie et Statistique* , no. 326-327.

FROOT, A. ET J. STEIN (1991). «*Exchange Rates and Foreign Direct Investment: An Imperfect Capital Markets Approach*», *NBER Working Papers* 2914, *Quarterly Journal Of Economics*, vol. 106, p. 1191-1217.

GLOBERMAN, S. ET D. SHAPIRO. (1999). «The impact of government policies on foreign direct investment: the Canadian experience», *Journal of International Business Studies*, 30 (3), 513-532.

GUAY, A. ET N. MARCEAU. (2005). *Le Québec n'est pas le cancer économique qu'on dit*, L'annuaire du Québec 2005, Montréal: Éditions Fides, p.66-83.

HAVRYLYSHYN, O. (2001). *Institutions Matter in Transition, but so do Policies*, *IMF Working Papers* 00/70, International Monetary Fund.

HOLLAND, D. ET N. PAIN. (1998). *The Diffusion of innovation in Central Eastern Europe : A Study of the Determinants and Impact of Foreign Direct Investment*, NIESR Working Paper, no. 137.

JOANNIN, P. (2006). *L'héritage des nouveaux États membres d'Europe Centrale et Orientale*, Policy papers de la fondation Robert Shuman, no. 18.

KLEIN, M. ET E. ROSENGREN. (1994). « The Real Exchange Rate and Foreign Direct Investment in the United States: Relative Wealth versus Relative Wage Effects», *Journal of International Economics*, vol. 36, pp. 373-389.

KORNAI, J. (2000). *La transformation économique post-socialiste, dilemmes et Décisions*, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, p.77-79.

KORNAI, J. (1990), *The Road to a Free Economy: Shifting from a Socialist System. The Example of Hungary*, New York, W.W. Norton & Co, HVG.

KORNAI, J. (1984). *Socialisme et économie de la pénurie*, Paris, Éditions Economica, 587 p.

LÓPEZ, C. L. FELIPE ET E. SHESHINSKI. (1999). *Privatization and Its Benefits: Theory and Evidence*, Development Discussion Paper No. 698. Cambridge, United States: Harvard Institute for International Development.

- LUCAS, R. E. JR. (1993). «Making a miracle», *Econometrica* 61:2, 251–72.
- MELO, M., C. DENIZER ET A. GELB. (1996). *from plan to market: patterns of transition*. World Bank Working Paper 1564.
- OCDE. (2007). *Étude économique de la République slovaque*, Rapport Synthèse, Paris, 12 p.
- OCDE. (2003). *Étude économique de la République slovaque*, Rapport Synthèse, Paris, 12 p.
- OCDE. (2001). *Étude économique de la République slovaque*, Rapport Synthèse, Paris, 12 p.
- OCDE. (1999). *Étude économique de la République slovaque*, Rapport Synthèse, Paris, 12 p.
- PERSSON, T. ET G. TABELLINI. (1996), *Federal Fiscal Constitutions : Risk Sharing and Moral Hazard*, *Econometrica*, 64(3), p. 623-646.
- ROSA, J. (2000), *Le second vingtième siècle*, Paris: Grasset, 126 p.
- ROUSSEAU, J.J. (1836). *Les Confessions-Discours-Politique : Tome Premier*, Paris, Editions Chez Furne, 760 p.
- RUPNIK, J. (1999). «Un bilan du divorce tchéco-slovaque : transition démocratique et construction d'Etats-nations »" *Critique internationale*, 2, hiver 1999.
- SPOLAORE, E. (1993). *Macroeconomic Policy, Institutions and Efficiency*, Ph.D. Dissertation, Harvard University.
- STIGLITZ, J. (2002). *La grande désillusion*, Paris, Éditions Fayard, 407 p.
- WEINSTOCK, D. (2001). *Constitutionalizing the Right to Secede*, *Journal of Political Philosophy*, 9(2), p. 182-203.
- WILHELMS, S.K.S. (1998). *Foreign Direct Investment and its Determinants in Emerging Economies. African*, Economic Policy Paper No. 9.

ANNEXES

- | | |
|----------|---|
| ANNEXE 1 | Base de données du modèle d'estimation issue de la Banque Mondiale et d'Eurostat |
| 2 | Résultats du modèle d'estimation de base et obtention de bêta |
| 3 | Résultats du modèle d'estimation principal avec les bêtas obtenus et les variables explicatives des pays indépendants |

ANNEXE 1

Base de données des variables par pays

PAYS	ANNEE	IDE/Hab.	PIB/habs	EDUC	SALAIRE
R. Tchèque	1993	63	4710	79,8	2,54
	1994	85	4812	82,1	2,68
	1995	249	5100	84,5	2,75
	1996	139	5314	85,3	2,88
	1997	125	5281	85,6	3,1
	1998	359	5245	86	3,29
	1999	614	5322	86,1	3,69
	2000	485	5521	86,3	4,46
	2001	552	5684	87,9	5,24
	2002	833	5803	88,5	5,47
	2003	198	6010	89,1	5,78
	2004	488	6275	89,9	6,56
	2005	1134	6658	90,3	7,14
	2006	539	7087	90,5	7,86
	2007	906	7461	90,9	7,95
Slovaquie	1993	37	2808	78,6	1,84
	1994	50	2970	79,4	1,95
	1995	44	3133	79,6	2,1
	1996	65	3379	79,8	2,5
	1997	32	3566	80,0	2,74
	1998	104	3718	82,1	2,57
	1999	66	3716	83,8	2,84
	2000	380	3771	85,1	3,04
	2001	545	3906	86	3,32
	2002	763	4092	86,7	3,85
	2003	104	4285	87	4,23
	2004	564	4503	87,9	4,59
	2005	448	4794	88,8	5,15
	2006	774	5197	89,1	6,15
	2007	624	5733	89,9	6,68

PAYS	ANNEE	IDE/Hab.	PIB/habs	EDUC	SALAIRE
Hongrie	1993	228	3639	60,4	3,34
	1994	111	3752	61	3,61
	1995	470	3813	61,9	3,68
	1996	323	3871	63,2	3,6
	1997	409	4056	67,3	3,95
	1998	331	4263	73,2	4,14
	1999	329	4453	69,4	4,42
	2000	274	4690	70	4,75
	2001	387	4893	71,4	5,05
	2002	297	5123	74,1	5,32
	2003	215	5359	75,3	5,34
	2004	447	5623	76,4	5,72
	2005	756	5854	78,1	6,57
	2006	1957	6097	79,2	6,52
	2007	3690	6180	79,7	7,39
Pologne	1993	45	3041	75,4	2,55
	1994	49	3192	75,8	2,65
	1995	96	3411	76,1	3,05
	1996	117	3621	76,3	3,35
	1997	128	3875	77,8	3,42
	1998	166	4066	78,5	3,77
	1999	190	4251	79,8	4,08
	2000	244	4455	80,2	4,51
	2001	149	4537	80,9	5,39
	2002	108	4605	82,3	5,38
	2003	120	4786	83,6	4,88
	2004	333	5045	84,8	4,92
	2005	270	5230	85,8	5,78
	2006	522	5557	86,3	6,28
	2007	602	5933	87,1	7,03

PAYS	ANNEE	IDE/Hab.	PIB/habs	EDUC	SALAIRE
Roumanie	1993	4	1558	62,1	1,22
	1994	15	1622	63,5	1,31
	1995	18	1742	64	1,41
	1996	12	1817	64,7	1,28
	1997	54	1711	66,9	1,35
	1998	90	1632	68	1,45
	1999	46	1616	69,3	1,41
	2000	46	1651	70,6	1,39
	2001	52	1770	71,1	1,52
	2002	52	1888	70,5	1,64
	2003	85	1992	71,5	1,6
	2004	300	2165	73,1	1,78
	2005	299	2260	74,2	2,38
	2006	527	2444	75	2,82
	2007	440	2596	75,3	3,56

ANNEXE 2

Base de données du modèle d'estimation issue de la
Banque Mondiale et d'Eurostat

PAYS	Coefficients	Valeurs Bêta	St. er.
Slovaquie	B0	-1653,4	2355,5
	B1	0,8728	1,344
	B2	-6,3	13,12
	B3	-3,34	55,29
	B4	-3,81	4,89
Fisher	D-Watson	1st order er.	
7,65	2,6258	-0,3286	
R. Tchèque	B0	-938,1	796,3
	B1	0,51	0,44
	B2	-5,37	5,31
	B3	-2,36	19,31
	B4	-2,147	3,33
Fisher	D-Watson	1st order er.	
3,99	4,446	-0,2586	
Hongrie	B0	-433,25	1034,25
	B1	0,2654	0,57
	B2	-6,82	15,31
	B3	-6,18	8,01
	B4	5,64	7,85
Fisher	D-Watson	1st order er.	
2,78	0,9295	0,3841	
Pologne	B0	-613,27	865,56
	B1	0,3281	0,502
	B2	6,252	4,6953
	B3	-15,06	25,85
	B4	-4,43	1,73
Fisher	D-Watson	1st order er.	
11,92	2,108	-0,1199	

PAYS	Coefficients	Valeurs Bêta	St. er.
Roumanie	B0	-29,28	629,15
	B1	-0,04	0,37
	B2	6,93	4,076
	B3	14,22	21,66
	B4	-1,89	1,7004
Fisher	D-Watson	1st order er.	
16,9	1,87	0,0478	

ANNEXE 3

Résultats du modèle d'estimation principal avec les bêtas obtenus et les variables explicatives des pays indépendants

Données de l'investissement direct étranger utilisant les variables explicatives de la Slovaquie

	INDE (hab. millions)	REPUBLIQUE TCHÈQUE (hab. millions)	REPUBLIQUE SLOVAQUE (hab. millions)	REPUBLIQUE POLONAISE (hab. millions)	REPUBLIQUE HONGROISE (hab. millions)
1994	3,920	24,08	18	21,85	6,93
1995	3,780	24,14	18,16	22,12	7,31
1996	4,180	24,2	18,46	22,41	7,54
1997	3,470	23,92	19,18	22,4	7,73
1998	4,650	23,9	19,56	22,62	7,92
1998	4,190	23,5	19,04	23,1	8,67
2000	5,940	24,55	19,74	22,68	8,73
2001	6,300	24,8	20,19	22,56	8,87
2002	6,640	24,9	20,65	22,45	9,06
2003	4,640	23,1	21,39	22,3	9,18
2004	6,640	24,88	21,85	22,55	9,33
2005	6,100	24,92	22,17	22,67	9,63
2006	6,650	24,83	22,59	22,73	9,95
2007	6,440	24,52	23,29	22,92	10,18

Données de l'investissement direct étranger utilisant les variables explicatives de la République tchèque

1994	14,63	4,44	16,2	23,42	10,13
1995	15,07	5,52	16,45	23,22	10,54
1996	15,38	4,94	16,28	23,36	11,26
1997	15,78	4,83	16,47	23,6	11,55
1998	16,6	5,88	17,17	23,5	11,38
1999	17,08	6,42	17,8	23,5	11,25
2000	17,41	6,19	18,6	23,4	11,1
2001	17,33	6,31	19,7	23	11
2002	17,55	6,72	20,53	22,6	11,11
2003	17,9	5,29	20,86	22,73	11,23
2004	18,32	6,19	21,15	22,93	11,43
2005	18,41	7,03	21,8	22,83	11,57
2006	18,57	6,29	22,1	23,1	11,85
2007	18,68	6,81	22,46	23,3	12,1